



الوفاق للإيجار المالي  
el wifack leasing

## Rapport Annuel 2014

---

# SOMMAIRE

---

**Composition du Conseil d'Administration 3**

**Chiffres Clés 5**

**Faits marquants 6**

**La Conjoncture Economique 8**

**Evolution du secteur du leasing 9**

**Gouvernance 11**

*Activités du Conseil d'Administration 12*

**Activités de la Société El Wifack Leasing 17**

Ressources 18

Emplois 19

*Les approbations 19*

*Les Mises en forces 20*

*Les encours 21*

**Positionnement de la société 21**

**Contentieux et recouvrement 22**

**Résultats 23**

**Comparaison réalisations/prévisions 25**

**Evolution du cours boursier 26**

**Dividendes 27**

**Bilan Social 29**

**Evolution de la situation prévisible de la société 31**

**Les Etats Financiers au 31/12/2013 32**

**Notes aux états financiers 37**

**Rapports des Commissaires aux Comptes 64**

**Projet de résolutions 67**

## COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**M. Mohamed MELLOUSSE**

Fondateur, Président

**STB- INVEST**

**M. Mohamed Hedi BEN AYED**

**LAFICO- TUNISIE**

**Société tunisienne de Banque STB**

**M. Mohamed SAIDANE**

**M. Mohamed Habib KARAOULI**

Administrateur Indépendant

**M. Mohamed BRAIEK**

Administrateur représentant les petits actionnaires.

**M. Salem BESSAOUD**

Administrateur indépendant

**M. Anis FOURATI**

Administrateur indépendant

**Président Directeur Général :**

Monsieur Mohamed MELLOUSSE.

**COMMISSAIRES AUX COMPTES :**

Cabinet KPMG

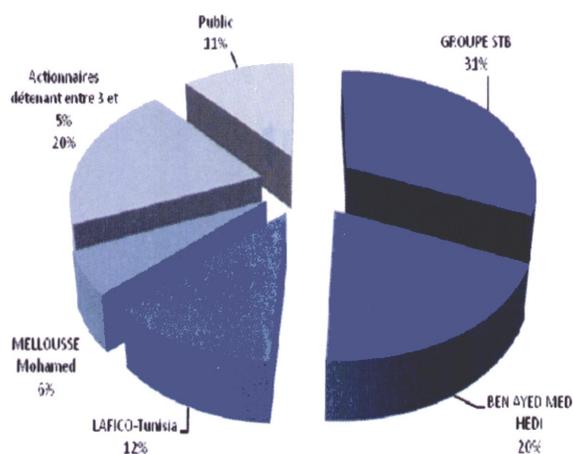
TCA

*Mesdames, Messieurs,*

*En exécution des dispositions légales en vigueur et conformément à nos statuts, nous vous avons réuni en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte, au nom de notre Conseil d'Administration, de l'activité de votre société et soumettre à votre approbation les états financiers arrêtés au 31 décembre 2014.*

*Vous réitérant nos salutations, nous formons le souhait de voir nos travaux aboutir à des résolutions décisives pour le développement de notre société.*

## Structure du Capital de la Société



	Capital Actuel 20MD	en %
<b>GROUPE STB</b>	1 255 112	31,38%
BEN AYED MED HEDI	779 968	19,50%
LAFICO-Tunisia	485 545	12,14%
MELLOUSSE Mohamed	225 734	5,64%
Actionnaires détenant entre 3 et 5%	798 068	19,95%
Public	455 573	11,39%
<b>Total</b>	<b>4 000 000</b>	<b>100%</b>

## Chiffres clés

	2014	Secteur	2013
<b>Activités</b>			
Approbations	19,4%	11,6%	-0,9%
Mises en force	21,9%	13,9%	-4,6%
Encours	15,4%	10,34%	11,6%
<b>Indicateurs d'activités</b>			
Créances classées	4,8%		4,8%
Taux de couverture de créances classées	78 %		79%
Taux de recouvrement	93%		91%
<b>Indicateurs financiers</b>			
Revenus nets de leasing	24%		13%
Produit net	17%		1%
Résultat net	2,25%		3,6%
Résultat net par action :	1,040		1,017
Dividende	13 %		12 %
Dividende par action :	0,650		0,600

# Faits marquants

---

## Activités de la Société:

L'activité de la société a été marquée par une amélioration notable par rapport à l'exercice précédent. En effet, la production a connu une augmentation de 22% contre une baisse de -4,6% fin 2013. Cette augmentation a été réalisée malgré une conjoncture défavorable caractérisée surtout par un fléchissement du rythme de l'activité économique durant cette année.

Fidèle à sa politique basée sur la prudence et une utilisation rationnelle des ressources, la Société a réussi à améliorer ses résultats et à préserver le niveau des performances au niveau notamment de la marge réalisée et des principaux indicateurs d'activités.

Côté Exploitation, la Société a renforcé son réseau agences par l'ouverture d'une nouvelle agence à Djerba. Cette orientation sera maintenue pour se rapprocher encore plus de sa clientèle et développer ses activités dans les différentes régions du pays.

Coté ressources, la société a réussi, malgré une conjoncture difficile caractérisée par un manque de liquidités et une augmentation des coûts des ressources, à collecter les ressources nécessaires au financement de ses activités. Cette réussite traduit la réputation de la Société et la confiance dont elle jouit auprès du marché financier. Les stress test effectués par la Société confirme sa capacité à honorer tous ses engagements. Considérant sa demande d'agrément de banque, la Société a reporté toute sortie sur le marché obligataire.

## Organisation, système d'information:

L'année 2014 a été également caractérisée par la réalisation de la deuxième tranche du programme de la sécurité informatique . En effet, la solution retenue permet un système de virtualisation garantissant la restructuration de l'infrastructure Informatique suivant les dernières pratiques recommandées tout en assurant une consolidation des serveurs, une simplification du déploiement des serveurs et un gain de productivité en supervision et en monitoring. Ainsi, toutes les données du système d'information sont maintenant répliqués entre le site principal et le site de secours. Aussi, le sauvegarde actuel, dotée d'une capacité importante, assure une haute disponibilité et la continuité du service par un PCA. Aussi, la plateforme installée est extensible lors de l'évolution de l'activité de la société.

## Notation de la Société:

L'année 2014 a été également marquée par l'amélioration de la notation auprès de Fitch Rating de BB+ à BBB- avec perspectives stables. Cette amélioration dénote la solidité financière de la société et ses perspectives d'avenir. Fitch Rating a confirmé début de l'exercice 2015 la notation BBB- avec perspectives stables. Fitch Rating a notamment mis l'accent sur un profil de risque de crédit prudent et une gestion adéquate de la liquidité comparé à son secteur, des ratios de solvabilité satisfaisants et une rentabilité acceptable bien que sous pression. Aussi, elle a mis l'accent sur une bonne qualité d'actifs, Une gestion adéquate de la liquidité, des ratios de solvabilité satisfaisants et une rentabilité acceptable.

## Projet de transformation de la Société en Banque universelle:

L'année 2014 a été marquée par l'obtention de l'agrément du Monsieur le Ministre des Finances pour la transformation de la Société El Wifack Leasing en banque universelle avec un capital s'élevant à 150MDT. Depuis, la Société a entamé, avec ses partenaires, les démarches nécessaires pour assurer une conversion réussie dans les meilleurs conditions et délais.

Dans ce cadre et sur le plan opérationnel, le Conseil d'Administration réuni le 18.02.2015 a approuvé la feuille de route de la transformation qui prévoit notamment 5 axes primordiaux pour assurer la réussite de l'opération en l'occurrence:

- Le volet stratégique et gouvernance couvrant la stratégie de la banque "on line" avec le business modèle agréé ainsi que l'établissement des structures de gouvernance entre autres charaïque.
- Le volet organisationnel qui couvrira le système d'information, l'organisation et les procédures de la banque.
- Le volet capital humain ayant trait au recrutement cible et formation appropriée.
- Les traitements indispensables des actifs et passifs pour les rendre Shariia compliant.
- Le volet juridique qui traite du changement des statuts, des assemblées et toutes les formalités légales et réglementaires nécessaires

Dans le cadre de sa transformation en Banque universelle, la Société a signé, le 02 mars 2015, deux accords :

- Le premier concerne la signature d'un " Term Sheet " qui encadre les rapports entre les principaux actionnaires actuels et futurs. Ce Term Sheet a été notamment signé par « Islamic Corporation for the Development of the Private Sector "ICD" », partenaire technique, confirmant ainsi sa participation à hauteur de 30% du capital de la banque.
- Le deuxième concerne la signature d'une convention d'assistance technique avec l'ICD afin de piloter et assurer la conversion complète de la Société El Wifack Leasing en banque "on line" avec les normes charaïques et ce dans les meilleurs conditions et délais.

La Société a émis en date du 05 Mars 2015, conformément à la réglementation en vigueur, un communiqué de presse informant ses actionnaires et le public de la signature de ces deux accords.

# Conjoncture Economique :

---

A l'échelle nationale, la Banque Mondiale et le FMI dans leurs rapports respectifs sur les perspectives économiques dans le monde, parus en janvier dernier ont signalé une légère amélioration attendue de la situation de l'économie mondiale en 2015, malgré la persistance de risques inhérents à la divergence des trajectoires de l'activité économique entre les principales zones dans le monde et ce, en raison de la morosité affectant les économies de la Zone Euro et de certains pays émergents, outre les pays exportateurs de pétrole qui pourraient être affectés par la chute des prix de ce produit.

A l'échelle nationale, Le taux de croissance économique pour l'ensemble de l'année 2014, a été légèrement révisé, de 2,4% à 2,5%, sachant que le taux de croissance prévu pour l'année 2015 devrait se limiter à 3%, soit un taux qui demeure modeste compte tenu de l'importance des défis en matière de relance de l'investissement et de l'emploi.

Sur le plan sectoriel, la poursuite du ralentissement de l'évolution de l'indice général de la production industrielle, au cours des dix premiers mois de l'année 2014 (+0,3% contre 2,1% au cours de la même période de l'année précédente) est constatée, en rapport avec la baisse de la production non-manufacturière d'une part, et le ralentissement de la production manufacturière d'autre part.

En revanche, une hausse des exportations a été enregistrée dans les principaux secteurs orientés à l'export, au cours du mois de décembre, surtout pour les industries mécaniques et électriques et les industries des textiles, habillement, cuir et chaussures, parallèlement à une reprise des importations des matières premières et demi-produits et à une accélération du rythme des importations des biens d'équipement, ce qui augure de perspectives positives de croissance dans l'avenir.

Toutefois, le secteur des services a vu ses principaux indicateurs d'activité poursuivre leur repli en décembre dernier, surtout dans les secteurs du tourisme et du transport aérien.

Pour ce qui est du secteur extérieur, une évolution négative persiste, illustrée par l'accroissement du déficit courant en 2014 par rapport à l'année 2013, qui s'est élevé à 7.385 MDT où l'équivalent de 8,9% du PIB, contre 6.302 MDT et 8,3% en 2013. En particulier, le déficit commercial a atteint un niveau record (13,6 milliards de dinars), alors qu'il n'a pu être couvert par l'excédent de la balance des services qu'à hauteur d'environ 23%. Néanmoins, et malgré ces évolutions, le niveau des réserves nettes en devises a été consolidé, atteignant 15.055 MDT où l'équivalent de 129 jours d'importation, à fin janvier 2015, contre 112 jours au terme de l'année dernière, et ce, grâce à l'intensification des efforts de mobilisation des financements extérieurs, où les entrées nettes de capitaux étrangers se sont élevées à 9 milliards de dinars au cours de l'année 2014. S'agissant de l'évolution des prix, on relevé une tendance positive reflétée par le ralentissement continu de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, depuis le début du mois de juillet dernier, pour atteindre 5% en glissement annuel, en décembre 2014. En conséquence, le taux d'inflation a enregistré une baisse sensible durant toute l'année 2014, soit 5,5% en moyenne annuelle, contre 6,1% en 2013. Cette tendance a concerné aussi bien, les prix des produits libres, que ceux des produits encadrés.

Lors de l'analyse des récentes évolutions de l'activité du secteur bancaire, l'évolution des dépôts au cours de l'année 2014 a connu une amélioration de (8,2% contre 7,4%), en relation surtout avec la consolidation des dépôts à vue. De leur côté, les concours à l'économie ont enregistré, également, la même tendance, au cours de la même période (9,4% contre 6,8%), suite notamment, à l'évolution accélérée des crédits à court terme avec un taux de 18,3%, soit le rythme le plus élevé depuis quatre ans. Au niveau monétaire, une poursuite de la tendance à la baisse des besoins de liquidité des banques est enregistrée, au cours du mois de janvier 2015, où les opérations de politique monétaire de la Banque Centrale se sont repliées pour revenir à 3.418 MDT, en moyenne quotidienne, contre 4.352 MDT en décembre 2014. Pour sa part, le taux d'intérêt moyen sur le marché monétaire a connu une quasi-stabilité, pour se situer à 4,89%, au terme du mois de janvier

## **Aperçu sur l'évolution de l'activité du secteur de leasing en Tunisie**

---

## Aperçu sur l'évolution de l'activité du secteur :

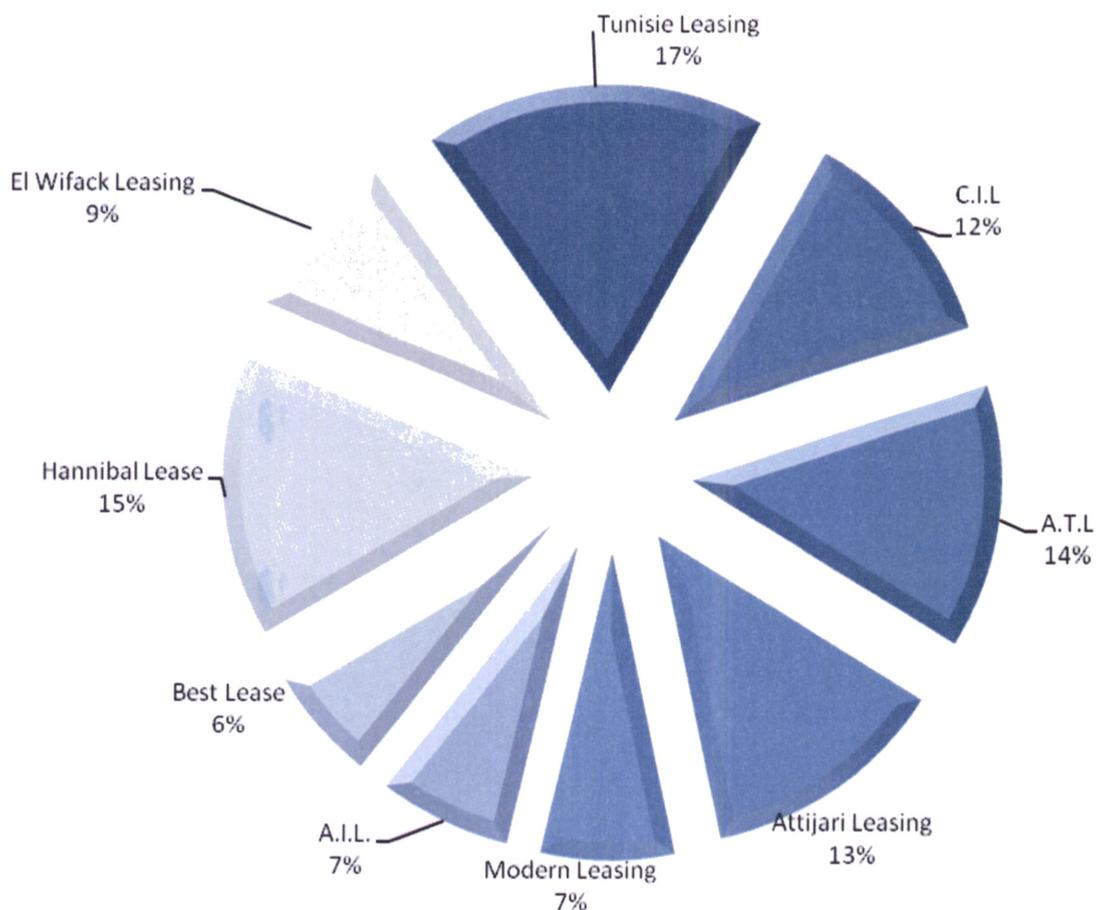
# +13.9%

Le secteur du leasing a connu en 2014 une légère amélioration de ses activités mais avec un rythme plus important que celui réalisé en 2013. Le secteur a dû faire face à des considérables pressions suite à une baisse de la demande, une baisse générale de la liquidité, une augmentation de coût des ressources et une montée importante des impayés.

En effet, les approbations et les mises en force ont atteint, fin 2014, respectivement les valeurs 1963 MD et 1614,2 MD contre respectivement 1759MD et 1417MD fin 2012 enregistrant une légère amélioration respective de 11,6% et 13,9%. L'encours a atteint 2.869 MD contre 2.600 MD durant la même période le l'année 2013 soit une augmentation de 10,3%.

Le graphique suivant retrace la répartition du marché entre les différentes sociétés du secteur durant 2013:

### Part de Marché 2014



# Gouvernance

---

# L'activité du Conseil d'Administration

## Organisation du Conseil d'Administration

L'administration de la Société est confiée à un Conseil d'Administration. Le mandat des Administrateurs est d'une durée statutaire de trois ans renouvelable. Le Conseil d'Administration de la **Société El Wifack Leasing** est ainsi composé de dix membres qui viennent d'horizons divers dont deux Administrateurs Indépendants et un Administrateur représentant les petits actionnaires et ce conformément aux dispositions de la circulaire de la BCT n° 2011-06 .

## Composition du Conseil d'Administration

La composition du Conseil d'Administration est la suivante :

Nom ou dénomination sociale	Représenté par	Qualité	Mandat
Mr Mohamed MELLOUSSE	Lui-même	Président.	2013 - 2015
Mr Mohamed Ben Ayed	Lui-même	Membre	2013 - 2015
LAFICO – Tunisia	Mme Karima BEN HTIRA	Membre	2013 - 2015
STB INVEST SICAF	M. Labid ZAAFRANE	Membre	2013 - 2015
Société Tunisienne de Banque STB	*****	Membre	2013 - 2015
Mohamed SAIDANE	Lui-même	Membre	2013 - 2015
Mr Habib KARAOULI	Lui-même	Membre	2013 - 2015
Petits Actionnaires	Mohamed BRAIEK	Membre	2013 - 2015
M. Salem Bessaoud	Administrateur indépendant	Membre	2012- 2014
M. Anis Fourati	Administrateur indépendant	Membre	2012- 2014

## Règles d'indépendance des membres du Conseil d'Administration

Pour être en conformité avec les dispositions de la circulaire de la BCT n°2011-06, le Conseil d'Administration examinera annuellement et de manière individuelle, la situation de chaque Administrateur au regard des règles d'indépendance selon les dispositions de la dite circulaire. Cette dernière qualifie d'indépendant un Administrateur lorsque celui-ci *"n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement"*, et liste les critères d'indépendance suivants :

- n'ayant pas des liens avec ledit établissement au sens de l'article 23 de la loi n°2001-65 relative aux établissements de crédit et l'article 71 du code de prestation des services financiers aux non résidents;
- ne détenant pas une participation directe ou indirecte dans le capital de l'établissement ;
- n'agissant pas pour le compte de client, fournisseur ou de prestataire de service significatifs de l'établissement ;
- n'ayant pas fait partie des salariés de l'établissement ;
- n'ayant pas exercé depuis plus de 9 ans un mandat de membre représentant les intérêts des actionnaires dans le dit conseil; et
- n'ayant pas exercé depuis plus de 6 ans un mandat de commissaire aux comptes dans l'établissement.

## **Règlement intérieur du Conseil d'Administration**

Un règlement intérieur du Conseil d'Administration, précisant les droits et obligations des Administrateurs, ainsi que le mode de fonctionnement du Conseil d'Administration, avait été adopté lors du Conseil d'Administration du 27 Mars 2012. Le Conseil d'Administration procède périodiquement à une auto-évaluation de son fonctionnement et de formaliser son règlement intérieur pour tenir compte des meilleures pratiques de gouvernance.

Les principales dispositions du règlement intérieur du Conseil d'Administration sont résumées ci-après :

### ***Mission du Conseil d'Administration.***

Le Conseil d'Administration est un organe collégial où tous les Administrateurs ont les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs et où les décisions doivent être prises collectivement. Il est responsable devant l'ensemble des actionnaires, il se réunit au moins quatre fois par an et définit ses règles de fonctionnement et celles de ses différents comités.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Il se prononce sur l'ensemble des décisions relatives aux grandes orientations stratégiques, économiques, sociales, financières ou technologiques de la Société. Il doit s'assurer de la pertinence, de la comparabilité, de la fiabilité et de la clarté des informations fournies aux actionnaires et au marché financier, dans le respect des normes comptables applicables.

Le Président fait, lors de chaque conseil, un point sur les opérations conclues depuis la précédente réunion ainsi que sur les principaux projets en cours et susceptibles d'être conclus avant le prochain conseil. Le conseil procède chaque année à un examen portant sur les points essentiels du rapport de gestion, ainsi que sur les délibérations présentées à l'Assemblée Générale des actionnaires. Par ailleurs, le Conseil d'Administration est informé au moins une fois par semestre, par la Direction Générale, de la situation financière, de la situation de trésorerie et des engagements de la Société.

Les Administrateurs reçoivent entre les réunions du conseil toutes les informations utiles sur les événements ou opérations significatifs pour la société. Plus généralement, ils peuvent se faire communiquer à tout moment par le Président toutes les informations et tous les documents qu'ils estiment utiles à l'accomplissement de leur mission.

### ***Comités du Conseil d'Administration.***

Le Conseil d'Administration peut décider la création d'un ou plusieurs comités spécialisés dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Ces comités ne sauraient s'immiscer dans la direction de la Société ni réduire ou limiter les pouvoirs de la direction générale ni ceux du Conseil d'Administration. Dans son domaine de compétence, chaque comité émet des propositions, recommandations et avis, et rend compte de ses missions au Conseil d'Administration. Les comités sont composés uniquement d'Administrateurs · leurs membres sont nommés par le Conseil d'Administration, Ils sont désignés à titre personnel et ne peuvent se faire représenter. Le Président des comités est désigné par le Conseil d'Administration.

### ***Déontologie des Administrateurs.***

Une Charte de déontologie des Administrateurs figure dans le règlement intérieur du Conseil.

Les Administrateurs sont ainsi tenus à une obligation générale de confidentialité en ce qui concerne les délibérations du conseil et des comités ainsi qu'à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel. Chaque Administrateur agit dans l'intérêt et pour le compte de l'ensemble des actionnaires.

Dans l'exercice de son mandat, chaque Administrateur doit se déterminer indépendamment de tout intérêt autre que l'intérêt social de la société et de ses actionnaires. Chaque Administrateur doit en permanence s'assurer que sa situation personnelle ne le met pas en situation de conflit d'intérêts avec la société. Tout Administrateur en situation de conflit d'intérêts doit en faire part au Conseil, afin que ce dernier puisse statuer, et doit s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante.

### ***Transactions sur les titres de la Société.***

Les titres visés incluent les actions de la Société, ainsi que tous instruments financiers liés à ces actions.

D'une manière générale, les membres du Conseil d'Administration sont tenus de respecter un devoir de prudence et de vigilance, ainsi qu'une obligation de précaution particulière sur toute transaction personnelle portant sur des titres de la Société.

En particulier, les Administrateurs ne doivent pas effectuer d'opérations spéculatives et à court terme sur les titres de la Société ni effectuer d'opérations sur les titres de la Société dans les cas suivants :

- lorsqu'ils sont en possession d'informations susceptibles, dès publication, d'affecter le cours de ces titres ;
- pendant les périodes qui leur seront explicitement indiquées par la Société ; notamment pendant le mois précédant l'annonce préliminaire des résultats annuels et semestriels de la Société, et les quinze jours précédant la date de publication des chiffres d'affaires trimestriels de la Société.

### ***Évaluation de la performance du Conseil d'Administration.***

La performance du conseil fait l'objet d'une évaluation tous les deux ans, qui prend la forme d'une auto-évaluation.

## **Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration**

---

### **TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2014**

Le Conseil d'Administration a tenu quatre réunions en 2014 dont la durée moyenne a été de quatre heures. L'assiduité des Administrateurs, exprimée par le taux de présence à ces réunions, a été de 100 %.

Le conseil a étudié plusieurs points notamment l'impact conjugué des retombées de la conjoncture sur le tissu économique et en conséquence sur les activités de la Société.

A cet effet, le Conseil, compte tenu des effets d'une conjoncture difficile, a fixé les orientations générales de la société durant l'année 2014 notamment en ce qui concerne sa politique de crédit. En effet, l'activité de leasing a été, à l'instar des différents secteurs, fortement touchée particulièrement par la baisse de la demande et l'indisponibilité du matériel d'une part et le manque de liquidités sur le marché et l'augmentation des coûts des ressources d'autre part.

Aussi, les sujets, comme la marche des affaires, le développement de la société et la diversification de ses activités et sa transformation en banque universelle, l'amélioration du système d'information et de gouvernance de la société, la situation financière et de trésorerie, la notation et les engagements financiers, le financement extérieur de la société, la sortie sur le marché obligataire, les comptes rendus de travaux des différents comités au Conseil, l'augmentation du capital, la présentation des plans stratégiques, des simulations des situations des crises et des budgets annuels, la fixation annuelle des objectifs de performance, le suivi du cours de l'action de la Société et de son actionnariat, la fixation du dividende, ...etc ont été étudiés par le Conseil ainsi que les différents comités.

Parmi les principales recommandations d'amélioration formulées par le Conseil d'administration au titre de 2014 d'activer la mise en place des différentes procédures pour la assurer la réussite de la transformation de la Société en banque universelle dans les délais.

### **AUTO-ÉVALUATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Afin de renforcer l'interactivité du Conseil, et s'assurer que l'ensemble des sujets de fond importants pour la société soient régulièrement abordés, le Conseil a décidé de mettre en place des réunions thématiques annuelles:

- (i) les orientations stratégiques seront traitées lors des présentations annuelles des différents Comités devant le Conseil,
- (ii) les problématiques examinées par chaque Comité feront, une fois par an, l'objet d'un examen approfondi par le Conseil.

## JETONS DE PRÉSENCE

L'Assemblée Générale du 20 juin 2013 a décidé d'augmenter la valeur des jetons de présence par Administrateur et par séance de 1000 dinars à 1500 dinars

### Revue des activités de ses quatre comités spécialisés

---

#### Comité d'audit permanent :

Les missions du Comité d'audit ont été fixées par le Conseil d'administration. Le Comité d'audit est ainsi compétent pour examiner et commenter les comptes sociaux et consolidés de la société avant qu'ils soient arrêtés par le Conseil d'administration. Il conduit également la procédure de sélection des commissaires aux comptes de la société et s'assure de leur programme de travail. Il vérifie l'existence des procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société, examine le rapport sur le contrôle interne, et valide et assure le suivi du plan d'audit interne.

En 2014, le Comité d'audit s'est réuni six fois et a été amené à examiner, notamment, l'évolution de l'activité de la société, l'avancement dans la mise en place des procédures de contrôle interne, l'application des décisions du conseil d'administration, la validation des plans d'audit, la désignation d'un médiateur. Le comité a également examiné les points suivants:

1. Examen du budget prévisionnel 2014-2018.
2. Examen des rapports d'audit interne
3. Examen des indicateurs d'activité périodiques.
4. Examen du portefeuille clients / crédits périodique.
5. Analyse du degré d'avancement du projet de transformation de la Société en banque.
6. Examen du projet du rapport d'activités périodiques..
7. Examen des états financiers arrêtés.
8. Analyse du dispositif réglementaire en matière de blanchiment d'argent (circulaire BCT 2013-15), examen des recommandations du Comité des Risques en la matière, et réflexion sur les procédures à mettre en place en matière d'audit
9. Proposition d'un Co-Commissaire aux Comptes.
10. Examen des hypothèses du budget 2015-2019 (activités bancaires).

Ce Comité est présidé par un Administrateur indépendant depuis sa désignation par l'assemblée générale ordinaire du 21.06.2012.

#### Comité de risques :

Les missions du comité de risques ont été fixées par le Conseil d'Administration qui a également approuvé la charte de ce comité. Le Comité de gestion des risques (CGR) est ainsi responsable *pour* :

- (a) assurer la gestion des risques importants de la société;
- (b) contrôler la création et la mise en œuvre d'une structure de gestion des risques ,
- (c) examiner l'efficacité de cette structure de gestion des risques en identifiant et gérant les risques et en contrôlant les processus internes

*Le rôle de cette structure consiste à s'assurer que.*

- *les services d'El Wifack Leasing soient toujours des services sûrs et de qualité*
- *les structures de reporting d'El Wifack Leasing permettent d'identifier à temps et de contrôler tous les risques qui peuvent entraver l'atteinte de ses objectifs ou exercer une influence négative sur la réalisation de ces objectifs.*
- *La culture de management de l'entreprise ainsi que ses processus de travail soient orientés vers la minimisation des risques dans toutes les décisions d'affaires.*

Le comité s'est réuni en 2014 six fois et a été amené à planifier son programme visant le développement d'une politique de gestion de risques approprié à la société. Le comité a notamment examiné

- Les mesures prévues pour gérer tout risque lié au projet de transformation de la Société en Banque.
- Rentabilité des agences.
- Examen du coût des ressources de la Société
- Examen de la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et du renforcement du dispositif de la Société en la matière.
- Examen de la Charte d'utilisation des services et ressources informatiques et de communication (voir document ci-joint)
- Examen de la Politique relative au courrier électronique (voir document ci-joint)
- Examen du portefeuille-engagements de la Société.

Ce Comité est présidé par un Administrateur indépendant depuis sa désignation par l'assemblée générale ordinaire du 21.06.2012.

#### **Comité Exécutif de crédit :**

Ce comité a pour objet d'examiner l'activité de financement et de faire des propositions au conseil d'administration sur la politique de financement de l'établissement. Ce comité est également chargé de :

-Vérifier le respect des conditions et des limites de financement décidées par le conseil d'administration (montant des crédits, répartition sectorielle, taux et commissions appliqués).

-Faire des propositions pour la révision de la politique de financement en matière de :

- répartition sectorielle, géographique ou par nature des crédits
- les limites des risques encourus sur un même bénéficiaire
- les normes d'évaluation des risques sur la clientèle
- les conditions de délégation des pouvoirs en matière d'octroi des crédits
- Approbation des crédits accordés pour les clients dont le montant dépasse les 500.000 DT.

En 2014, le comité exécutif de crédit s'est réuni autant de fois et a été amené à examiner notamment l'évolution des taux de crédits par rapport à la concurrence et en tenant compte de fluctuation possible du TMM, les effets de la conjoncture actuelle sur les activités de la société et sur les conditions d'octroi des crédits leasing, analyser le comportement de l'évolution du portefeuille selon la politique de crédit et s'assurer du respect des seuils et limites arrêtés par le Conseil d'Administration, la politique de crédit en cas de crise, évaluation de la politique de prudence adoptée par la société.

#### **Comité de rémunération :**

Le comité de rémunération arrête les procédures et directives liées à la rémunération des cadres de la Société.

Son rôle est de réviser les éléments ci-après et de faire des recommandations y afférentes :

- La rémunération des cadres et la politique d'incitation ;
- Le plan d'intéressement sous forme d'actions ;
- La rémunération des administrateurs;
- Les dispositions en matière de retraite ;
- La divulgation des rémunérations dans les documents publics de la Société, y compris les dépôts à la Bourse et le rapport annuel.

## Total Bilan

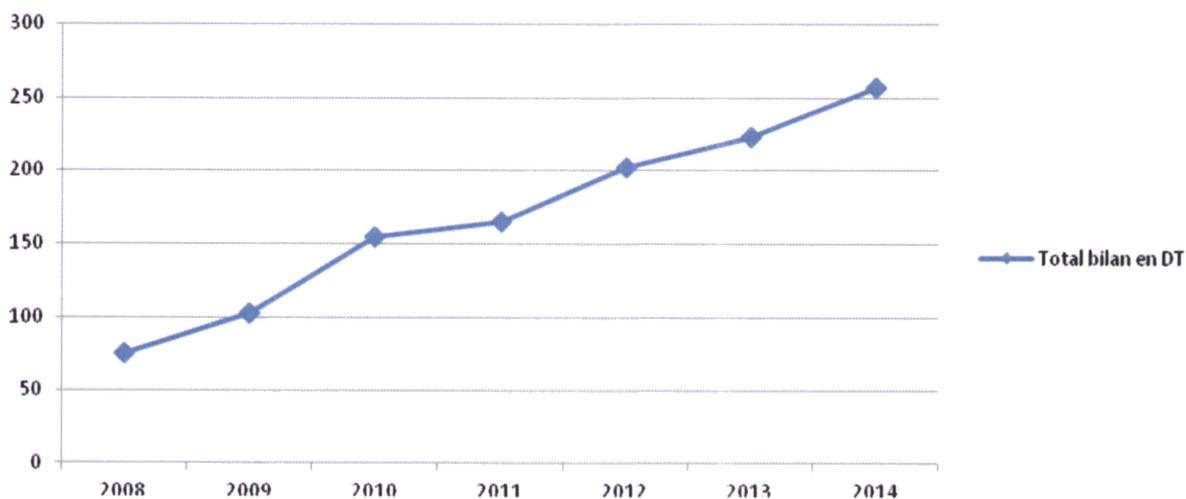
---

Le total du Bilan s'est inscrit en hausse continue au cours des cinq dernières années pour s'établir à 256MD à fin décembre 2014 contre 75 MD fin 2008.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total bilan en DT	75	103	155	165	202,2	223	256
Variation annuelle	27,90%	36,15%	50,90%	6,70%	21%	10,34%	14,8%

Le graphique suivant retrace l'évolution de la taille de la société au cours des cinq dernières années:

### Total bilan en MDT



## Emplois-Ressources :

---

### Les ressources

# +18%

Les ressources globales de la société se sont améliorées par rapport l'année précédente d'environ 18% et ce malgré l'effet conjugué des retombées de la conjoncture sur le tissu économique, d'une part, et du resserrement de la liquidité sur le marché, d'autre part. En effet, malgré cette conjoncture défavorable, la société a réussi à mobiliser les fonds nécessaires au financement de ses activités.

Le tableau suivant résume l'évolution des ressources de la société durant les quatre dernières années :

	2010	2011	2012	2013	2014	Var 2014/2013	VA en %
<b>Capitaux propres</b>							
Capital social	15 000 000	15 000 000	15 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0%
Réserves et primes d'émission	4 432 205	5 202 096	7 393 008	17 590 858	19 194 817	1 603 959	9%
Autres capitaux propres et FPRG	517 666	622 568	729 901	838 219	848 436	10 217	1%
Résultats reportés	150 182	1 027 937	27 323	9 154	75 212	66 058	721%
Résultat de l'exercice	3 247 646	2790298	3 929 681	4 070 016	4 161 985	91 969	2,21%
<b>Autres ressources</b>							
Emprunts à moyen terme	119 503 535	117 983 092	147 751 108	158 036 270	192 051 278	34 015 008	22%
<b>Total ressources</b>	<b>142 851 234</b>	<b>142 625 991</b>	<b>174 831 021</b>	<b>200 544 517</b>	<b>236 331 728</b>	<b>35 886 588</b>	<b>18%</b>

## Les emplois :

### Approbations :

# +19,4%

Compte tenu d'une conjoncture difficile au cours de cette année, la société a continué à adopter une politique basée sur la prudence et augmenter le niveau de sélection des dossiers pour garantir une qualité de portefeuille à son niveau actuel. Les approbations à la fin de l'année 2014 ont connu une progression de 19,43 % en passant de 150,7MD à 179,995 MD (contre 11,6% pour le secteur). La répartition par secteur est pratiquement la même par rapport à l'exercice 2013. Toutefois, la part du leasing immobilier a connu une légère régression par rapport à l'exercice 2013.

Le tableau suivant résume la répartition des approbations par secteur et par type :

	Au 31/12/2013		Au 31/12/2014	
	Mob	Immob	Mob	Immob
Agriculture	20 443		29738	265
Industrie	22 261	910	39587	
Bâtiments et Travaux Publics	21 838		27048	
Tourisme	15 448		11320	640
Service et Commerce	63 691	6111	67229	4168
<b>Total</b>	<b>143 681</b>	<b>7 021</b>	<b>174922</b>	<b>5073</b>
<b>Total Général</b>	<b>150 702</b>		<b>179 995</b>	

## Mises en force :

# +22%

Le niveau des mises en force réalisé au 31.12.2014 a également connu une progression de 21,9% par rapport à 2013 compte tenu de l'orientation de la Société durant cette année caractérisée par une conjoncture difficile et un ralentissement du rythme de l'investissement. En effet, les mises en force se sont élevées à 139MD contre 113,9MD fin 2012 (contre 13,9% pour le secteur).

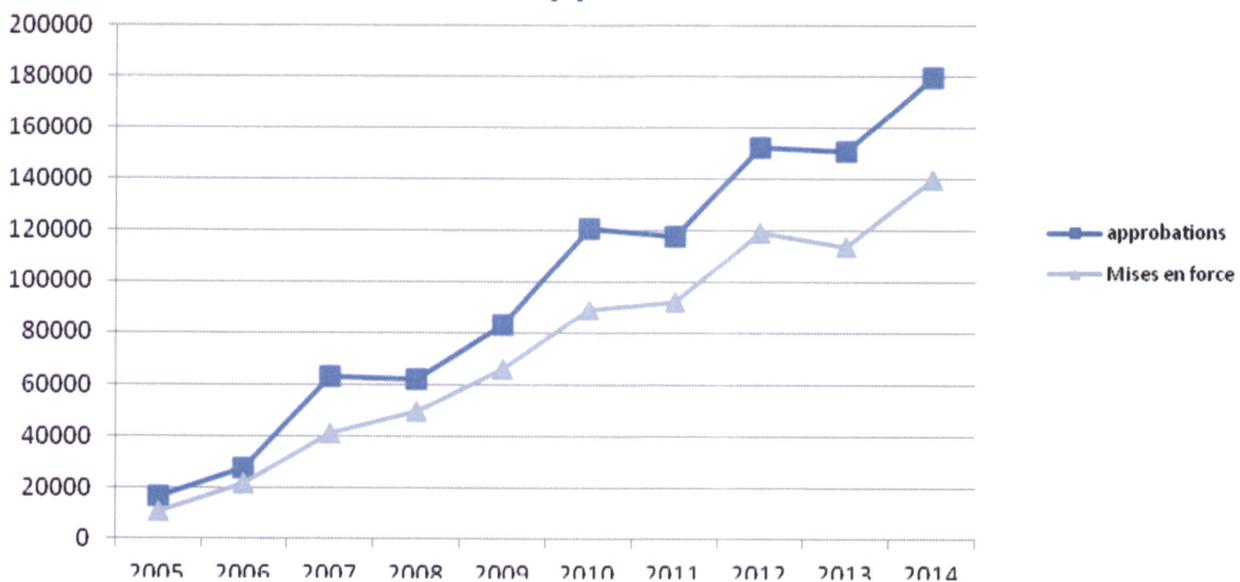
L'année 2014 a connu la révision de certains éléments de la politique de crédits étant donné les effets de la conjoncture actuelle sur certains secteurs d'activités.

Les mises en force ont concerné toutes les activités économiques dans les différentes régions du pays. La répartition des mises en force par secteur et par type est comme suit :

	Au 31/12/2013		Au 31/12/2014	
	Mob	Immob	Mob	Immob
agriculture	15 237		23 890	265
Industrie	13 851	702	29 145	
Bâtiments et Travaux Publics	18 737		18 085	
Tourisme	12 821		9 720	640
Service et commerce	47 366	5 255	53 548	3 768
<b>Total</b>	<b>108 012</b>	<b>5 957</b>	<b>134 388</b>	<b>4 673</b>
<b>Total Général</b>	<b>113 969</b>		<b>139 061</b>	

Le graphique suivant retrace l'évolution des approbations et des MEF durant les cinq dernières années :

### Evolution des Approbations et des MEF



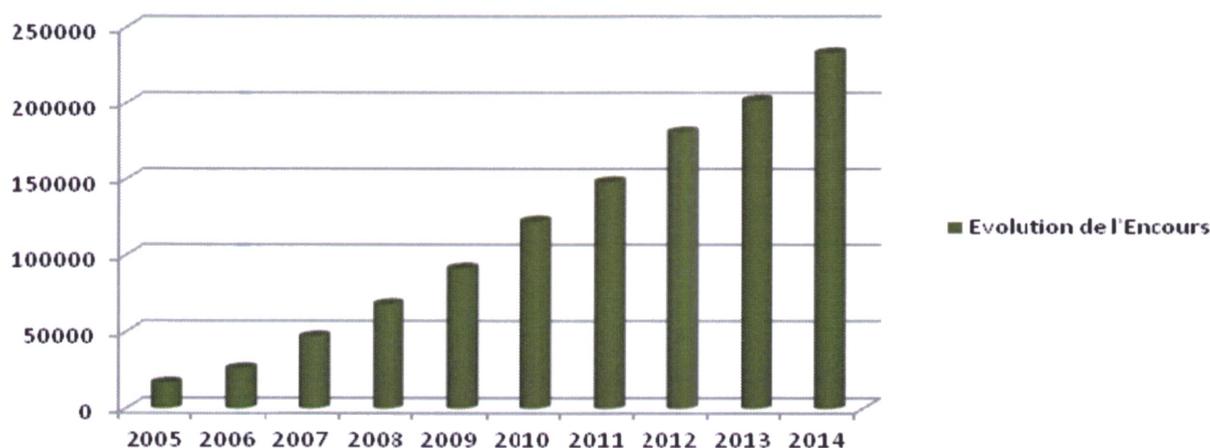
## L'Encours :

# +15,4%

L'encours s'est élevé à la date du 31.12.2014 à 233,108 MD contre 201,924 MD à la fin de l'exercice 2013 soit une augmentation de 31,18MD ou 15,44% (contre 10,34% pour le secteur).

Le graphique suivant retrace l'évolution de l'encours durant les cinq derniers exercices :

### Evolution de l'Encours



## Autres Indicateurs d'activités :

Les autres indicateurs d'activités sont donnés comme suit :

	Au 31/12/2014	Au 31/12/2013	Au 31/12/2012	Au 31/12/2011
Total des engagements en cours	247 876	211 204	192 290	155 696
Total des engagements classés	11 988	10 353	8 786	6 807
Trésorerie nette	-1 488	3 376	2 461	2 105
Ressources d'emprunt	188 801	155 624	147 751	117 983
Capitaux propres av. résultats	40 188	38 438	23 150	21 853
Revenus Bruts de Leasing	126 424	108 200	101 008	79 136
Total Revenus de Leasing	23 739	19 157	17 024	14 082
Produits Nets de Leasing	11 910	10 147	10 029	8 027

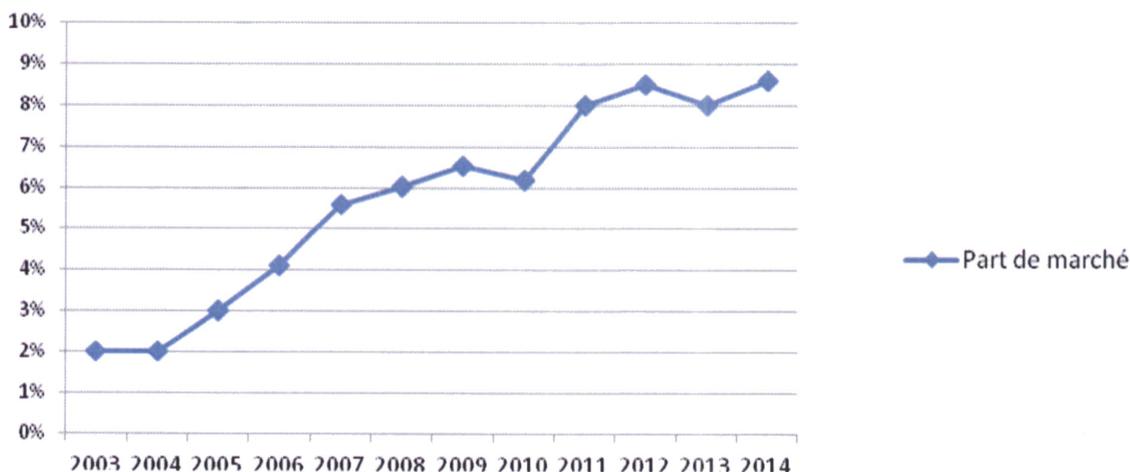
## LE POSITIONNEMENT D'EL WIFACK LEASING SUR LE MARCHÉ

Les encours s'élèvent à fin de l'année 2014 à 234 MD contre 201MD à fin de l'exercice 2013 soit une augmentation de 15,4%.

L'évolution du part du marché depuis la création de la société est donnée dans le tableau suivant :

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Part de marché	2%	2%	3%	4,10%	5,60%	6,04%	6,53%	6,20%	8%	8,50%	8%	8,60%
Classement	11	10	9	9	7	6	6	6	6	6	6	6

## Part de marché



## Recouvrement et Contentieux :

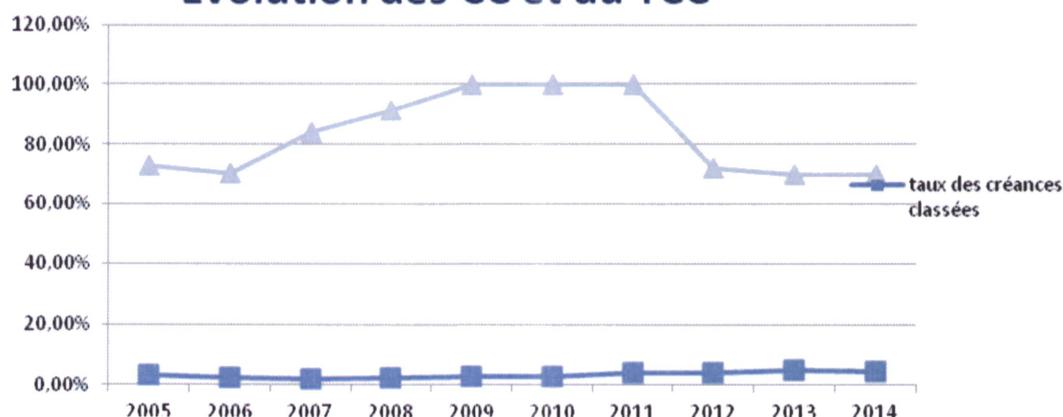
Compte tenu des effets d'une conjoncture difficile durant l'exercice 2014, la Société adopte la même politique d'intervention basée sur la prudence et une sélection des demandes de financement tout en assurant un suivi de l'évolution de différents secteurs d'activités. En effet, le comité exécutif de crédit se réunit périodiquement et intervient chaque fois est nécessaire pour modifier les conditions de financement pour certains activités. L'objectif est de maintenir les ratios d'activités de la Société à leur niveau actuel permettant de réaliser les objectifs fixés en termes de taux de recouvrement, de provisionnement et de taux de couverture. Malgré une année difficile qui a considérablement affecté le recouvrement, le taux de recouvrement est maintenu toujours à un niveau acceptable.

En matière de provisionnement, la société opte pour des provisions aux alentours de 80 % des créances classées ce qui permet l'alignement aux normes exigées par la BCT et celles du BALE II mais aussi une marge de sécurité confortable.

D'ailleurs, la conjoncture actuelle confirme la démarche retenue par la société qui veille à renforcer le niveau des provisions chaque année pour préserver les équilibres généraux de la société lui permettant de faire face à n'importe quels incidents conjoncturels ou autres.

Compte tenu de ce qui précède, l'évolution des créances classées et leur couverture par des provisions ont évolué comme suit :

## Evolution des CC et du TCC



## Résultats :

L'évolution des principaux indicateurs en 2014 est donnée comme suit :

Années	Var2014/2013	2014	2013	2012	2011
Total Revenus de leasing	4 563	23 739	19 176	17 024	14 082
Charges financières	2 894	11 981	9 087	7 018	6 204
Produit net	1 749	11 910	10 166	10 029	8 027
Résultat d'exploitation	190	5 195	5 103	4 658	3 530
Résultat net de l'exercice	191	4 162	4 070	3 930	2 790

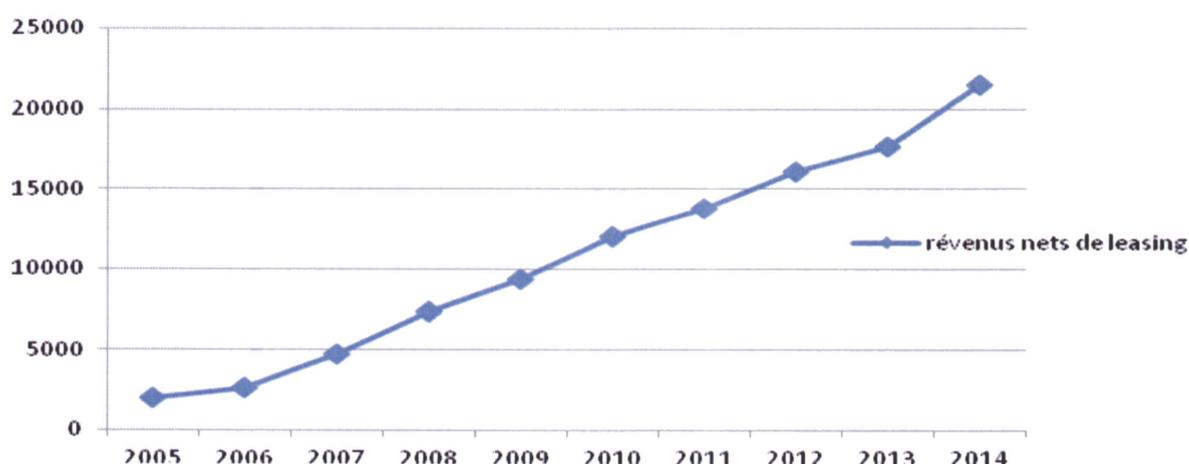
## Résultats d'exploitation :

### Loyers nets de leasing :

Malgré une concurrence de plus en plus importante, la société a maintenue toujours sa politique en matière de taux de sortie à un niveau qui tient compte des coûts des ressources et garantissant une marge minimale permettant de couvrir ses charges. Ainsi, les revenus nets de leasing ont connu une augmentation de 24 % par rapport à l'exercice précédent.

Graphiquement, l'évolution des loyers nets est donnée comme suit :

## Révenus nets de leasing

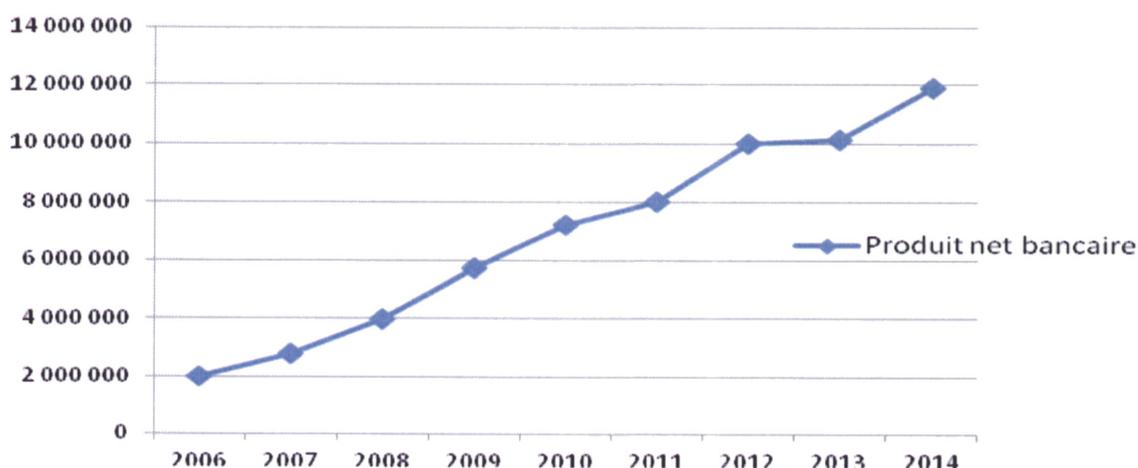


## Produit Net Bancaire

Au terme de l'année 2014, le Produit Net a atteint 11,910 MD s'inscrivant en hausse de +17% par rapport à l'exercice 2013.

Cette évolution est imputable à l'augmentation des revenus de leasing de 24 % et l'effet de l'évolution des charges financières de +32%.

## Produit net bancaire



## Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation hors provisions ont enregistré durant l'exercice 2014 une hausse de 36% s'établissant à 5,3MD contre 3,9MD fin 2013. Cette évolution résulte particulièrement de l'augmentation des frais de personnel de 27% suite à l'augmentation salariale du Secteur et à une contribution au budget de l'Etat non prévue initialement.

## Résultat d'exploitation

Conséquence de l'évolution du produit net bancaire et des charges d'exploitation, le résultat brut d'exploitation a augmenté de 2% pour se situer à 5,2MD contre 5,1MD l'année précédente.

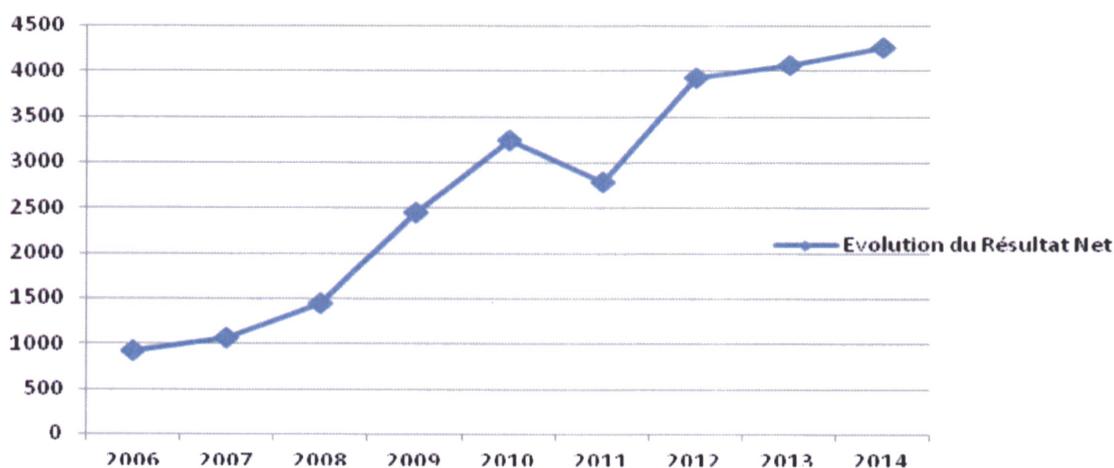
## Résultat Net

Le Résultat Net est passé de 4,070MD en 2013 à 4,161MD en 2014, enregistrant une amélioration de (2,25%)  
L'évolution du résultat net durant les dernières périodes est donnée comme suit :

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Evolution du résultat net	928	1 070	1 455	2 457	3 247	2 790	3 930	4 070	4 161
bénéfice par action	0,464	0,535	0,727	0,819	1,082	0,93	1,31	1,017	1,040

L'évolution du résultat net durant les dernières années est donnée comme suit :

### Evolution du Résultat Net



## Comparaison Réalisations/Prévisions

Le tableau suivant indique les principales variations entre les réalisations et les prévisions et donne une idée sur la qualité de la fonction budgétaire au sein de la société :

Libellés	en mDT		
	Réalisations 2014	Budget 2014	Ecart (réalisations-Budget)
Total Bilan	256 364	257 014	-0,25 %
Total engagements	241 298	233 274	3,44 %
Total Revenus de leasing	21 521	21 213	1,45 %
Charges Financières	11 981	11 210	6,88 %
Produits nets	11 910	11 268	5,7 %
Résultat d'exploitation	5 195	6 269	-17,13 %
Résultat net de l'exercice	4 161	4 542	-8,38 %
Taux de créances classées	4,80%	4,5 %	6,67 %
Taux de couverture	77,00%	80 %	-3,75 %
Total mises en force	139 030	128 010	8,61 %

L'écart observé concerne:

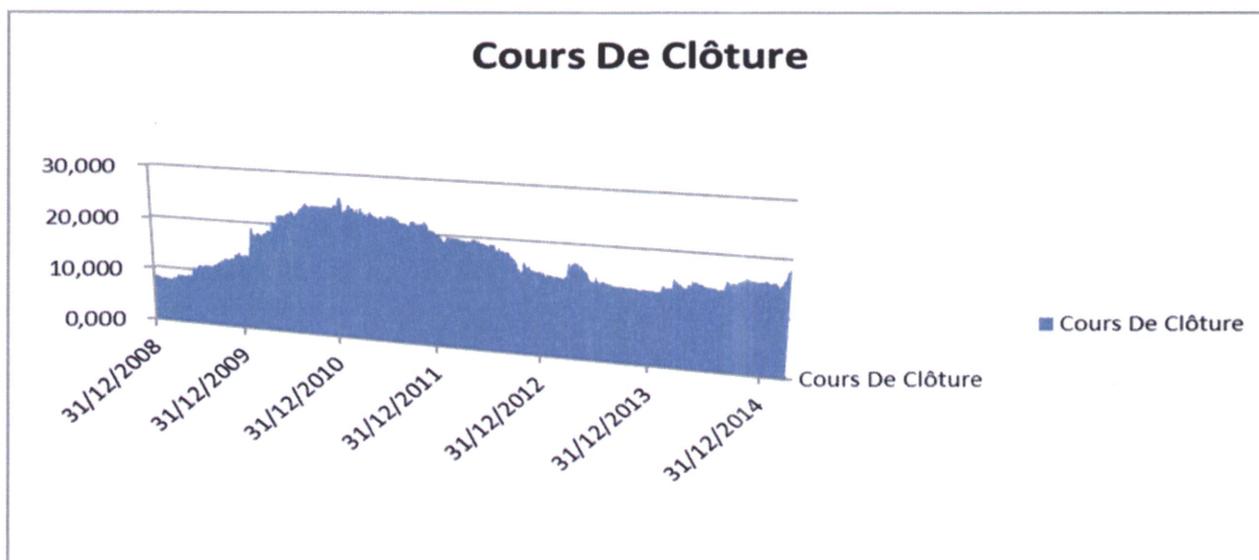
- Le taux des créances classées est supérieur aux prévisions de 0,3 %.
- La constatation d'une provision additionnelles relative à la contribution du budget de l'Etat non déductible d'un montant de 126md.
- L'augmentation des charges d'exploitation notamment les charges du personnel de 27%.
- L'augmentation des charges financières suite au report de l'augmentation de capital, de 5 MDT avec une prime d'émission de 8 MDT prévue en 2014. Le refinancement a été assuré par des crédits à moyen terme ce qui a généré des charges financières supplémentaires d'environ 0,750 MDT.

## Evolution du cours boursier :

Les principales données boursières sont résumées comme suit :

### Données boursières au 31.12.2014 :

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Capitalisation boursière au 31.12 (en MD)	16,94	40,65	77,7	77,25	60,9	68	65
Dernier cours de l'exercice (en DT)	8,47	13,55	25,16	20,28	14,5	13,1	16,25
Cours le plus haut de l'exercice (en DT)	8,95	14,2	25,9	25,75	20,3	17	16,6
Cours le plus bas de l'exercice (en DT)	5,7	7,65	13,3	19,5	14,07	12,62	12,52
Nombre de titres échangés (unités)	1 373 869	1 406 152	1 643 417	427 991	614 867	433 868	908 53
Capitaux traités (en MD)	10,022	14,541	34,191	9,33	9,651	6,376	13,85



### Dividende par action

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre d'actions composant le capital	2.000.000	3.000.000	3.000.000	3.000.000	3.000.000	4.000.000	4.000.000
Dividende par action en DT	0,290	0,400	0,5	0,5	0,55	0,600	0,650*

\*proposé

# Dividendes :

# 13%

La politique de distribution de dividendes de la société arrêtée par le Conseil d'Administration depuis sa création vise à garantir une rentabilité confortable aux actionnaires permettant d'intéresser les actionnaires sans toutefois affecter les fonds propres et les équilibres financiers de la société. A partir de l'exercice 2005, le Conseil a arrêté une politique de dividende qui une amélioration du taux de distribution d'un point chaque année jusqu'au 2010. En effet, un profil de dividendes en croissance régulière permet d'offrir une visibilité forte aux actionnaires, ce qui se traduit au niveau du cours boursier. Le Conseil d'Administration a jugé nécessaire de maintenir cette politique pour les cinq prochaines années en améliorant le taux de distribution de dividende d'un point chaque année pour atteindre un taux de 15% durant l'exercice 2016. Toutefois, cette politique, pour garantir sa crédibilité, devrait nécessairement être cohérente avec les bénéfices dégagés par la société.

De ce fait, et considérant cette hypothèse, le taux prévu pour l'exercice 2014 est de 13%.

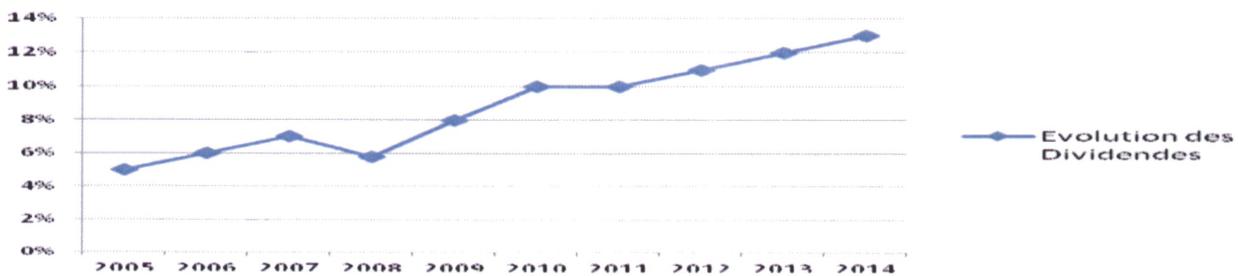
Le tableau suivant retrace l'évolution des dividendes distribués depuis la création de cette société :

En mD

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Capital	10.000	10.000	10.000	10.000	15.000	15.000	15.000	15.000	20.000	20.000
Bénéfice net	694	928	1.078	1.454	2.600	3.247	2.790	3.930	4.070	4.161
Dividende	375	600	700	580	1.200	1.500	1.500	1.650	2.400	2.600
Taux	5%	6%	7%	5.8%	8%	10%	10%	11%	12%	13%*

\*taux proposé

## Evolution des Dividendes



## Fiche signalétique de l'action

Nombre d'actions au 31.12.2014 :	4.000.000 actions.
Nominal de l'action	5 dinars
Place de cotation :	Bourse de Tunis

## Principaux actionnaires au 31.12.2014:

La répartition du capital (%) est donnée comme suit :

### Répartition du capital de la Société El Wifack Leasing:

	Capital Actuel 20MD	en %
<b>GROUPE STB</b>	1 255 112	31,38%
BEN AYED MED HEDI	779 968	19,50%
LAFICO-Tunisia	485 545	12,14%
MELLOUSSE Mohamed	225 734	5,64%
Actionnaires détenant entre 3 et 5%	798 068	19,95%
Public	455 573	11,39%
<b>Total</b>	<b>4 000 000</b>	<b>100%</b>

### **Information sur les conditions d'accès à l'Assemblée Générale** (extrait de l'article 32 des statuts)

---

Tout actionnaire a droit d'assister aux assemblées Générales sur simple justification de son identité, à condition que ses actions soient libérées des versements exigibles et aient été immatriculées à son nom cinq jours au moins avant la réunion.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un mandataire, à condition que celui-ci soit lui-même actionnaire.

Toutefois, les sociétés sont valablement représentées soit par un de leurs gérants soit par un mandataire membre lui-même de l'Assemblée sans qu'il soit nécessaire que le gérant soit personnellement actionnaire.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux Assemblées Générales, être inscrits sur les registres de la société cinq (5) jours au moins avant le jour fixé pour la réunion. Toutefois, le Conseil d'Administration a toujours la faculté de réduire les délais et d'accepter les dépôts en dehors de ces limites.

**Dispositions statutaires relatives à l'affectation du résultat** (extrait de l'article 49 des statuts) : Le bénéfice distribuable est constitué du résultat comptable net majoré ou minoré des résultats reportés des exercices antérieurs, et ce, après déduction de ce qui suit :

- 1- Une fraction égale à cinq pour cent (5%) du bénéfice déterminé comme ci-dessus indiqué au titre de réserves légales. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve a atteint une somme égale à un dixième du capital social mais reprend son cours si cette réserve venait à descendre au dessous de cette fraction.
- 2- La réserve prévue par les textes législatifs spéciaux dans la limite des taux qui y sont fixés,
- 3- Toute somme que l'Assemblée Générale juge convenable pour être portée à un ou plusieurs fonds de réserves généraux ou spéciaux dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Ceux non réclamés dans les cinq (5) ans à partir de la date de la tenue de l'Assemblée générale qui a décidé la distribution, sont prescrits conformément à la loi.

## BILAN SOCIAL :

En 2014, la société El Wifack leasing a continué le développement individuel à travers une panoplie d'actions visant l'amélioration des compétences, de la productivité et de la qualité des services rendus aux clients. La Société a également continué son programme d'organisation interne et de formation en intra. Toutefois, elle a reporté certains recrutements ciblés compte tenu de son projet de transformation en Banque.

## Effectif

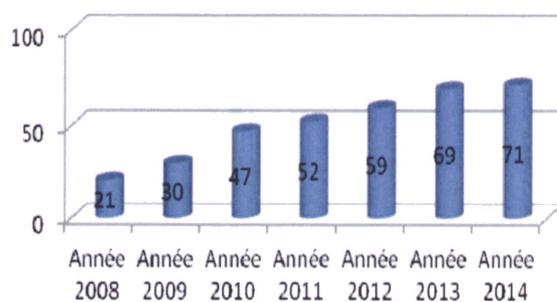
### Evolution de l'effectif

Conformément à son plan de recrutement durant l'année 2014, la société El Wifack Leasing poursuit l'effort de recrutement des jeunes diplômés et a reporté pour cette année le recrutement des cadres expérimentés et ce considérant son projet de transformation en banque.

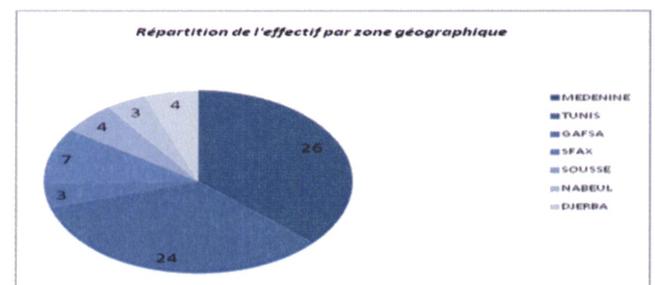
En 2014, le réseau d'El Wifack leasing compte déjà sept agences après l'ouverture d'une nouvelle agence à Djerba.

Le graphique suivant retrace l'évolution de l'effectif de la société durant les cinq dernières années :

*Evolution de l'effectif*

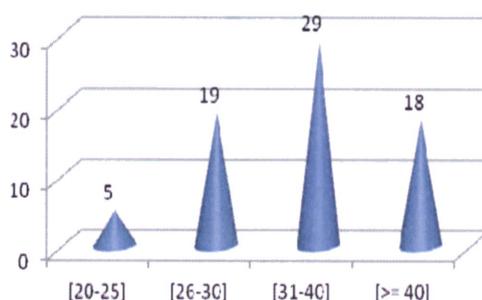


La répartition par zone géographique est donnée comme suit:



### Répartition de l'effectif par tranche d'âge :

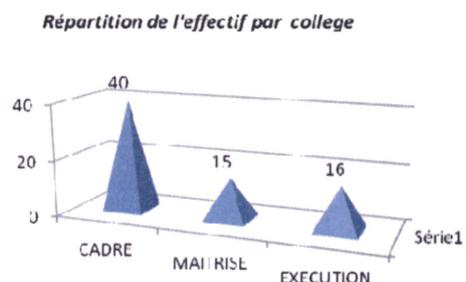
La répartition de l'effectif par âge est donnée comme suit :



Cette répartition indique le niveau de maturité professionnelle (66% plus de 30 ans) et le niveau de l'effectif jeune (75% moins de 40 ans).

### Répartition de l'effectif par corps :

La répartition de l'effectif par corps est donnée comme suit :



La Société El Wifack leasing assure un recrutement ciblé confirmé par une planification et un taux d'encadrement important.

## **2. Promouvoir le sens d'appartenance**

### **Les valeurs**

Dans un environnement en évolution continue, il apparaît essentiel d'être capable de fidéliser les employés et de les faire contribuer au déploiement des nouvelles stratégies de la société. Ces éléments créent de nouveaux défis de gestion des ressources humaines qui touchent à la responsabilisation de chacun, au développement du sentiment d'appartenance à la société et à la gestion des carrières.

### **La communication Interne**

La société a développé une stratégie de communication interne ayant pour objectif d'être à l'écoute de son personnel, augmenter le sens d'appartenance et de développer la créativité et l'initiative chez les employés de la société.

Dans ce cadre, El Wifack Leasing a concentré ses efforts sur le partage de l'information qui se fait, à travers les outils de communication interne, à travers aussi les visites multiples de top management aux différents sites de la société et aussi à travers une nouvelle tradition qui vient d'être instaurée qui se traduit par une journée « Rencontre & Echange » ; qui constitue un outil à plusieurs effets :

- Renforcer la communication et les rencontres entre les employés de la société et faciliter l'intégration les nouveaux recrutés.
- Mettre à la disposition du personnel des dispositifs pour annoncer les différents axes de la stratégie de la société.
- Permettre à tous les employés de la société d'avoir eu le privilège de rencontrer dans un cadre agréable le top management.

## **3. Développement RH et gestion des compétences**

Le développement d'El Wifack Leasing dans le long terme nécessite inévitablement le développement de la compétence de ses ressources Humaines et ce par la planification d'un plan de carrière professionnelle pour chaque employé. De ce fait, la société a développé un système d'évaluation et de développement des compétences permettant une meilleure gestion de carrière pour ses employés qui auront une meilleure visibilité sur les perspectives d'avenir. Aussi, cet outil permet à la société de disposer d'une source d'identification de besoin de recrutement et de formation.

A partir de ce principe, El Wifack leasing a lancé plusieurs actions durant l'année 2014 ayant pour but d'améliorer et gérer ces compétences dans les différents domaines d'activités. Les responsables des différents départements participent actuellement à l'évaluation de leurs équipes, à leur encadrement et à la détermination des objectifs ainsi que leur suivi.

### **3.1. Système d'évaluation**

La société El Wifack leasing a développé un système d'évaluation et de développement des compétences permettant une meilleure gestion de carrière pour ses employés qui auront une meilleure visibilité sur les perspectives d'avenir. Ainsi, cet outil permet à la société de disposer d'une source d'identification de besoin de recrutement et de formation.

### **3.2. Politique de formation**

La politique de formation d'El Wifack leasing vise à développer l'expertise, la motivation ; la polyvalence et les performances individuelles et collectives des employés de l'entreprise. Elle permet ainsi, d'améliorer la qualité des services de l'entreprise, d'augmenter la satisfaction de ses clients et sa part de marché, et de maximiser ses résultats financiers.

La politique de formation retenue s'effectue sur les 4 axes suivants: Expertise, Organisation, Management et Communication.

### **3.3. Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences(GPEC)**

Afin d'accompagner l'évolution du chiffre d'affaire et l'amélioration de sa part du marché, El Wifack Leasing a mis en place un dispositif tendant à faire face à cette évolution. Ces actions s'articulent sur plusieurs niveaux :

- Renforcement de la polyvalence ;
- Application d'un plan de formation ;
- Mise en place d'un plan de recrutement ;
- Mise en place d'un plan de succession.

## **4. Projets RH en cours de réalisation**

Afin de pérenniser le capital humain de la société par le biais de recrutements ciblés, de la formation et de la gestion de carrière, El Wifack Leasing s'est inscrite dans cette logique à partir de cette année. Pour ce faire, un lancement de plusieurs projets a été effectué tendant à :

- Développer un outil de communication interne « L'intranet ».
- *L'acquisition d'un logiciel en matière des ressources humaines pour mieux gérer les différentes applications relatives à la GRH.*
- *Révision du plan de formation actuel parallèlement avec son programme de transformation en banque.*

## **Evolution de la situation prévisionnelle de la société.**

---

Le budget 2015 a été révisé après l'obtention de l'agrément de M. le Ministre des Finances portant sur la transformation de la Société en banque.

La réalisation de cette transformation est prévue fin de l'année 2015 qui doit connaître:

- Le développement d'une feuille de route relative au projet de conversion de la Société en banque.
- La modification des statuts de la Société.
- La réalisation de l'augmentation du capital de 20MD à 150MD.
- L'adoption d'un nouveau système d'information.
- Le déclenchement des activités bancaires avant la fin de l'exercice 2015.
- L'entrée des nouveaux actionnaires étrangers stratégiques d'envergure internationale.



الوفاق للإيجار المالي  
el wifack leasing

## Etats financiers au 31.12.2014.

---

**BILAN**  
(Exprimé en D.T.)

<b>Actifs</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>Capitaux propres &amp; Passifs</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>31/12/2013</b>
Liquidités et équivalents de liquidités	3	<b>1 080 340</b>	<b>3 897 030</b>	<b>Passifs</b>			
<b>Créances sur la clientèle</b>				<b>Emprunts et ressources spéciales</b>			
Créances de leasing : Encours Financiers		236 888 900	202 198 988	Concours bancaires		2 568 399	612 212
Moins: Provisions		(3 632 357)	(3 377 788)	Emprunts et dettes rattachés	11	192 051 278	158 036 270
	4	<b>233 256 543</b>	<b>198 821 200</b>	Total Emprunts et ressources spéciales		<b>194 619 677</b>	<b>158 648 482</b>
Créances de leasing: Echues & Impayées		14 786 937	12 363 148	<b>Autres passifs</b>			
Moins: Provisions		(5 724 986)	(4 772 547)	Dettes envers la clientèle	12	3 239 628	3 358 061
	5	<b>9 061 951</b>	<b>7 590 601</b>	Fournisseurs et comptes rattachés	13	11 727 196	16 340 854
Intérêts constatés d'avance		(1 113 727)	(1 054 985)	Autres	14	2 497 292	2 268 920
<b>Total des créances sur la clientèle</b>		<b>241 204 767</b>	<b>205 356 816</b>	Total des autres passifs		<b>17 464 116</b>	<b>21 967 835</b>
<b>Portefeuille titres de placement</b>	6	<b>86 425</b>	<b>91 418</b>	<b>Capitaux propres</b>			
<b>Portefeuille d'investissement</b>				Capital social		20 000 000	20 000 000
Portefeuille d'investissement brut		7 077 400	5 362 972	Prime d'émission		9 500 000	9 500 000
Moins: Provisions		(200 000)	(100 000)	Réserves		9 694 817	8 090 858
<b>Total portefeuille d'investissement</b>	7	<b>6 877 400</b>	<b>5 262 972</b>	Fonds pour risques Bancaires géné.		220 000	220 000
<b>Valeurs Immobilisés</b>				Autres capitaux propres		628 436	618 219
Immobilisations incorporelles		152 845	143 453	Résultats reportés		75 212	9 154
Moins: Amortissements		(137 852)	(130 437)	<b>Total des capitaux propres avant Résultat</b>		<b>40 118 465</b>	<b>38 438 231</b>
	8	<b>14 993</b>	<b>13 016</b>	Résultat de l'exercice		4 161 985	4 070 016
Immobilisations corporelles		5 555 000	4 638 983	<b>Total des capitaux propres avant affectation</b>	15	<b>44 280 450</b>	<b>42 508 247</b>
Moins: Amortissements		(1 476 710)	(1 257 648)				
	9	<b>4 078 290</b>	<b>3 381 335</b>				
<b>Total des valeurs immobilisées</b>		<b>4 093 283</b>	<b>3 394 351</b>				
<b>Autres actifs</b>		3 366 874	5 310 365				
Moins: Provisions		(344 846)	(188 388)				
	10	<b>3 022 028</b>	<b>5 121 977</b>				
<b>Total des actifs</b>		<b>256 364 243</b>	<b>223 124 564</b>	<b>Total des capitaux propres et des passifs</b>		<b>256 364 243</b>	<b>223 124 564</b>

**Etat de resultat**

(exprimé en D.T.)

	Notes	31/12/2014	31/12/2013
<b>Revenus de Leasing</b>			
Revenus de leasing		21 521 068	17 685 643
Intérêts de retard		758 737	573 294
Variation des produits réservés		(93 626)	3 335
Autres produits d'exploitation		1 553 116	913881
<b>Total des revenus de Leasing</b>	16	<b>23 739 295</b>	<b>19 176 153</b>
Charges financières nettes	17	(11 981 298)	(9 087 441)
Produits des placements	18	152 498	77 247
<b>Produit net</b>		<b>11 910 495</b>	<b>10 165 959</b>
<b>Charges d'exploitation</b>			
Charges du personnel	19	(3 168 367)	(2 496 025)
Autres charges d'exploitation	20	(1 908 595)	(1 239 004)
Dotations aux amortissements & résorptions	21	(268 220)	(229 223)
Dotations aux provisions	22	(2 834 044)	(2 690 690)
Reprise sur provisions		1 464 204	1 591 969
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>5 195 473</b>	<b>5 102 986</b>
Autres gains ordinaires	23	603 780	362 700
Autres pertes ordinaires		(545)	-
<b>Résultat des activités ordinaires avant impôts</b>		<b>5 798 708</b>	<b>5 465 686</b>
Impôts sur les bénéfices	24	(1 636 723)	(1 395 670)
<b>Résultat des activités ordinaires après impôt</b>		<b>4 161 985</b>	<b>4 070 016</b>
Eléments extraordinaires		-	-
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>4 161 985</b>	<b>4 070 016</b>
<b>Résultats après modifications comptables</b>		<b>4 161 985</b>	<b>4 070 016</b>

**Etat de Flux de trésorerie**

(exprimé en D.T.)

	Notes	31/12/2014	31/12/2013
<b>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</b>			
Encaissements reçus des clients		145 905 189	126 399 874
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		(4 481 485)	(3 007 315)
Intérêts payés		(11 079 285)	(8 178 300)
Impôts et taxes payés		(3 728 282)	(3 411 459)
Décassements provenant de l'acquisition des biens en leasing		(165 376 531)	(133 321 716)
Encaissements provenant de la cession des biens en leasing		4 309 791	3 716 284
Encaissement suite à restitution TVA		2 433 497	-
Autres flux de trésorerie		(731 307)	(250 406)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>	<b>25</b>	<b>(29 561 615)</b>	<b>(18 053 038)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>			
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(1 042 492)	(130 735)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		10 000	0
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		(1 812 149)	(2 069 810)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières		39 056	175 967
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>26</b>	<b>(2 805 585)</b>	<b>(2 024 578)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>			
Encaissements suite à l'émission d'actions		-	13 000 000
Dividendes et autres distributions		(2 400 000)	(1 650 000)
Encaissements provenant des emprunts		97 643 399	66 125 000
Remboursements d'emprunts		(64 467 271)	(56 603 420)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>27</b>	<b>30 776 128</b>	<b>20 871 580</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>(4 777 870)</b>	<b>793 964</b>
<b>Trésorerie au début de l'exercice</b>		<b>3 376 236</b>	<b>2 582 272</b>
<b>Trésorerie à la clôture de l'exercice</b>		<b>(1 401 634)</b>	<b>3 376 236</b>

## LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

	<b>31/12/2014</b>	<b>31/12/2013</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
Garanties réelles		-
Engagements de financement donnés	13 820 503	12 888 772
<b>Total</b>	<b>13 820 503</b>	<b>12 888 772</b>
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
Garanties reçues des clients	24 517 746	17 673 294
Intérêts à échoir sur contrats actifs	37 359 591	30 484 160
<b>Total</b>	<b>61 877 137</b>	<b>48 157 454</b>

# **NOTES AUX ETATS FINANCIERS**

---

## **NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE**

La société **EL WIFACK LEASING** a été créée le 28 juin 2002 avec pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers conformément à la loi n°94-89 du 26 juillet 1994 relative au leasing.

L'activité de la société est régie par les lois n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédits, et n° 94-89 du 26 juillet 1994 relative au leasing.

Le capital initial s'élève à **Cinq millions (5.000.000) de Dinars** divisé en **Cinq cent mille (500.000) actions** de Dix dinars chacune.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 octobre 2003 a décidé de porter le capital à: 7.500.000 DT par la création de 250.000 actions nouvelles de 10 DT chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une émission au pair portant jouissance le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2005 a décidé de réduire la valeur nominale de 10 DT à 5 DT, et de porter le capital à. **10.000.000 Dinars** par la création de 500.000 actions nouvelles de 5 DT chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une émission au pair portant jouissance le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 07 octobre 2008, a décidé de porter le capital à 15.000.000 DT par la création de 1.000.000 actions nouvelles de 5 DT chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une prime d'émission de 1,500 DT par actions portant jouissance le 1<sup>er</sup> janvier 2009, cette augmentation a été réalisée au cours de premier semestre 2009.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 juin 2012, a décidé de porter le capital à 20 000.000 DT par la création de 1.000.000 actions nouvelles de 5 DT chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une prime d'émission de 8,000 DT par actions portant jouissance le 1<sup>er</sup> janvier 2013, cette augmentation a été réalisée au cours de premier semestre 2013.

Ainsi, le capital social s'élève au 31 décembre 2013 à la somme de **20.000.000 DT** divisé en **4.000.000 actions de 5 DT** chacune.

Sur le plan fiscal, et conformément aux dispositions de la loi n°99-92 du 17 août 1999 telle que modifiée par les textes subséquents et notamment l'article 42 de la loi n°2004-90 du 31 décembre 2004, la société **EL WIFACK LEASING** a bénéficié de l'imposition de ses bénéfices au taux réduit de **20%** sur une durée de **5 ans** à partir de l'année 2006 (2006-2010).

La société **EL WIFACK LEASING** est soumise depuis 2011 à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de **35%**.

Pour les autres impôts et taxes, la société est soumise aux règles de droit commun.

## **NOTE 2: PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES**

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises.

Le Conseil d'Administration de la société tenu le 13 mars 2009 a opté pour la présentation des actifs et passifs des états financiers selon l'ordre décroissant de liquidité, et ce en remplacement de la notion de courants et non courants.

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

### **2-1 : Continuité de l'exploitation**

Les états financiers ont été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation.

### **2-2: Immobilisations utilisées par la société**

Les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées par la société figurent parmi les actifs au niveau des « **Actifs Immobilisés** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire par l'application des taux usuels.

### **2-3 : Encours sur crédits leasing accordés**

La société adopte la norme comptable tunisienne NC 41 relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de leasing, et ce à partir de 1<sup>er</sup> janvier 2008.

La société est dotée d'un système de gestion intégré pour la gestion de son portefeuille et la génération des écritures comptables. Les biens faisant l'objet de contrats de location-financement sont les biens acquis par la société et donnés en location pour une durée moyenne qui varie entre trois et sept ans. Elles sont de ce fait enregistrées à l'actif du bilan au niveau des « Encours sur crédits leasing » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations de leasing portent sur des biens immobiliers (terrains et constructions) et mobiliers (équipements, matériel roulant...)

Il est à signaler que, pendant toute la durée du bail, le bien donné en location demeure la propriété de la société **EL WIFACK LEASING**, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le céder ou de le nantir.

#### 2-4 : Portefeuille investissement

Les titres de participation et les titres immobilisés sont enregistrés comptablement à leur valeur d'acquisition.

#### 2-5 : Charges reportées

Les charges reportées sont composées des frais préliminaires, des charges à répartir et des frais d'émission et de remboursement d'emprunts (emprunts bancaires et obligations).

Ces charges sont résorbées sur les durées suivantes :

<i>CHARGE REPORTEE</i>	<i>DUREE DE RESORPTION RETENUE</i>
- Frais préliminaires et charges à répartir	3 ans
- Frais d'émission d'emprunts bancaires	durée de l'emprunt
- Frais d'émission et de remboursement des obligations	durée de l'obligation

#### 2-6 : Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée, au passif du bilan sous la rubrique des « Emprunts et dettes rattachés ».

#### 2-7 : Evaluation des provisions

La société constitue annuellement une provision des actifs classés conformément aux normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet du circulaire n° 91-24 émise par la Banque Centrale de Tunisie le 17 décembre 1991.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire suscitée sont déterminées de la manière suivante :

**Montant de l'engagement + Loyers impayés – Agios réservés – Intérêts de retard réservés – Valeur intrinsèque.**

Avec valeur intrinsèque = Valeur d'acquisition – amortissements cumulés

#### 2-7-1 : Les classes:

	<i>Retard de paiement</i>	<i>Minimum de provision à appliquer par classe</i>
<b>. A : Actifs courants</b>	-	-
<b>.B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier</b>	<i>Moins de 90 jours</i>	-
<b>.B2 : Actifs incertains</b>	<i>Entre 90 et 180 jours</i>	<b>20%</b>
<b>.B3 : Actifs préoccupants</b>	<i>Entre 180 et 360 jours</i>	<b>50%</b>
<b>.B4 : Actifs compromis</b>	<i>Plus que 360 jours</i>	<b>100%</b>

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

**A- Actifs courants** : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

**B1- Actifs nécessitant un suivi particulier** : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

**B2- Actifs incertains** : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent:

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash-flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

**B3- Actifs préoccupants** : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

**B4- Actifs compromis** : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

#### 2-7-2 : La valeur du bien en leasing :

Les principes retenus pour l'évaluation du bien en location sont les suivants:

- **Matériel standard**: Valeur d'origine diminuée d'une décote de 20% par année de location
- **Matériel spécifique**: Valeur d'origine diminuée d'une décote de 40% par année de location
- **Immeubles (terrain, construction,...)**. Valeur d'origine diminuée d'une décote de 5% par année de location

#### 2-7-3 : Les garanties reçues

Bien que la société EL WIFACK LEASING détienne des garanties réelles sur des clients ayant des créances classées, elle les considère comme une garantie supplémentaire atténuant le risque encouru. Ces garanties comprennent essentiellement les hypothèques inscrites.

#### 2-8 : Comptabilisation des revenus

La société adopte la norme comptable tunisienne NC 41 relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de leasing, et ce à partir de 1<sup>er</sup> janvier 2008. Elle a opté pour une application rétrospective.

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de la période, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les intérêts de retard, non encaissés, sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que « Produits réservés », venant en déduction de la rubrique « Clients et comptes rattachés ». Cette méthode de comptabilisation concerne les actifs classés en B2, B3 et B4 ainsi que les actifs rééchelonnés non classés et ce conformément aux dispositions de l'article 9 du circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991.

#### 2-9 : Impôt sur les bénéfices

La société EL WIFACK LEASING est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de 35%.

En vertu des dispositions de la loi de finances n°2000-98 du 25 décembre 2000 les amortissements financiers relatifs aux biens objets de contrats de leasing, sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable.

Par ailleurs, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi le taux des provisions déductibles est relevé à 75% au titre des bénéfices réalisés à compter de 2002 jusqu'à l'an 2006 (Article 16 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001). La loi de finances pour la gestion 2005, a porté ce taux à 85% qui demeure en vigueur jusqu'à l'an 2006. De sa part, la loi de finances pour la gestion 2006 a relevé ce taux à **100%** applicable jusqu'au **31 décembre 2009**.

## 2-10 : Taxe sur la valeur ajoutée

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes. Il en est de même en ce qui concerne les investissements propres ou objet de contrat de leasing.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société sur ses achats de biens et services est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est *crédeur* ou d'un report pour la période suivante s'il est *débiteur*.

## 2-11 : Unité monétaire et risque de change

Les états financiers de la société sont arrêtés et présentés en dinar tunisien (DT). Aucune créance ou dette n'est libellée en monnaies étrangères.

Aucun risque de change n'est ainsi couru par la société à la date du 31 décembre 2013.

## 2-12 : Faits saillants de la période :

L'année 2014 est caractérisé par :

- L'obtention de l'agrément de la transformation de la Société en banque universelle.
- Le maintien de la notation de la Société par Fitch rating à **BBB-** avec perspectives stables.
- Ouverture de la septième agence à Djerba.

## NOTE 3 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

L'analyse des liquidités et équivalents de liquidités se présente comme suit :

	(En DT)	
	<b>31 décembre</b>	
	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Banques	1 067 761	3 774 886
Chèques en caisse	0	0
Effets remis à l'encaissement (a)	10 706	120 892
Caisse	1 873	1 252
<b>TOTAL</b>	<b>1 080 340</b>	<b>3 897 030</b>

(a) : les effets remis à l'encaissement sont présentés au niveau de la rubrique « Créances de Leasing: Echues et Impayées ». Seuls les effets encaissés à la date de l'arrêté des états financiers sont présentés au niveau des « liquidités et équivalents de liquidités ».

## NOTE 4 : CREANCES DE LEASING : ENCOURS FINANCIERS :

La valeur brute de l'encours sur crédits leasing, au 31 décembre 2014 a atteint **236 888 900 DT** contre **202 198 988 DT** au 31 décembre 2013, enregistrant une augmentation de 34 689 912 DT.

Les encours financiers des créances de leasing s'analysent comme suit :

	31 décembre	
	2014	2013
Créances de leasing	233 108 906	201 793 520
Créances de leasing (encours des contrats non mis en force)	3 779 994	405 468
<b>S/Total</b>	<b>236 888 900</b>	<b>202 198 988</b>
Provisions pour dépréciation de l'encours classé	(3 632 357)	(3 377 788)
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>233 256 543</b>	<b>198 821 200</b>

#### NOTE 5 : CREANCES DE LEASING : IMPAYES

La valeur brute de cette rubrique a atteint 14 786 937 DT en date du 31 décembre 2014, contre 12 363 148 au 31 décembre 2013, enregistrant ainsi une variation de 2 423 789DT.

L'analyse des comptes clients se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Impayés et autres facturations	14 767 258	12 306 073
Effets remis à l'encaissement	19 679	57 075
<b>Montant brut</b>	<b>14 786 937</b>	<b>12 363 148</b>
<b><i>A déduire :</i></b>		
- Produits réservés sur créances classées	(660 500)	(488 410)
- Produits réservés sur créances rééchelonnées	(3 750)	(82 214)
-provision sur créances classées	(3 990 629)	(3 230 858)
- provision collectives	(1 070 107)	(971 065)
<b>Montant des provisions et agios réservés</b>	<b>(5 724 986)</b>	<b>(4 772 547)</b>
<b>Montant net des clients et comptes rattachés</b>	<b>9 061 951</b>	<b>7 590 601</b>

## ANALYSE DES IMPAYES ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A	B1	B2	B3	B4	
	Actifs courants	Actifs nécessitant un suivi particulier	Actifs incertains	Actifs préoccupants	Actifs compromis	
<b>Encours financiers</b>	<b>165 842 590</b>	<b>60 447 988</b>	<b>207 143</b>	<b>211 148</b>	<b>6 400 037</b>	<b>233 108 906</b>
Impayés	914 633	7 564 754	64 112	166 834	3 977 406	12 687 739
Avances et acomptes reçus (a)	-2 894 934	-217 273	0	0	-127 421	-3 239 628
Autres créances	304 599	685 632	5 453	33 655	1 050 180	2 079 519
<b>TOTAL DES IMPAYES, AUTRES CREANCES &amp; AVANCES ET ACOMPTES</b>	<b>-1 675 702</b>	<b>8 033 113</b>	<b>69 565</b>	<b>200 489</b>	<b>4 900 165</b>	<b>11 527 630</b>
<b>TOTAL DES ENCOURS, IMPAYES, AUTRES CREANCES &amp; AVANCES ET ACOMPTES (1)</b>	<b>164 166 888</b>	<b>68 481 101</b>	<b>276 708</b>	<b>411 637</b>	<b>11 300 202</b>	<b>244 636 536</b>
Produits réservés		3 750	7 736	15 443	637 321	664 250
Provisions sur les impayés			17 101	115 461	3 858 067	3 990 629
Provisions sur les encours			17	0	3 632 340	3 632 357
Provisions collectives		1 070 107				1 070 107
<b>TOTAL DES PROVISIONS ET AGIOS RESERVES (2)</b>		<b>1 073 857</b>	<b>24 854</b>	<b>130 904</b>	<b>8 127 728</b>	<b>9 357 343</b>
<b>Ratio de couverture des créances classées (1) / (2)</b>	<b>8,98%</b>	<b>31,80%</b>	<b>71,93%</b>			
	<b>69%</b>					

## NOTE 6 : PORTE FEUILLE TITRES DE PLACEMENT

Les placements s'élèvent au 31 décembre 2014 à 86 425 DT contre 91 418 DT au 31 décembre 2013.

## NOTE 7 : PORTEFEUILLE INVESTISSEMENT

L'analyse du portefeuille investissement se présente comme suit:

		Au 31 décembre		(En DT)
		2014	2013	
Titres de participation	(a)	1 123 100	1 123 100	
Fonds d'investissement	(b)	5 390 000	3 990 000	
Prêts sur Fonds Social		364 300	249 872	
Emprunt Obligataire Natuional		200 000		
	<b>Valeur brute</b>	<b>7 077 400</b>	<b>5 362 972</b>	
	<b>Provision (d)</b>	<b>(200 000)</b>	<b>(100 000)</b>	
	<b>TOTAL</b>	<b>6 877 400</b>	<b>5 262 972</b>	

(a): Les titres de participation s'analysent au 31 décembre 2014 comme suit :

Emetteur	Nombre d'actions	Valeur Nominale	TOTAL	Date de souscription	% détenu du capital
MED FOOD S A	100	1.000	100.000	2003	3.33%
ERRIADA IMMOB	24 600	5	123.000	2008-2009	16 4%
ERRIADA SICAR	180 000	5	900.000	2009-2010	96%
INSTITUT DE L'APBEF			100		
<b>TOTAL</b>			<b>1.123.100</b>		

(a) Le fonds d'investissement s'analyse au 31 décembre 2014 comme suit :

SICAR	MONTANT	Date d'affectation	Nature
SODIS-SICAR S A	490 000	2003-2004-2005	F.G
ERRIADA SICAR	4 900 000	2009/2012/2013/2014	F.G
<b>TOTAL</b>	<b>5 390 000</b>		

(d) : Il s'agit d'une provision pour dépréciation de la participation directe et indirecte au capital de MEDFOOD SA pour 200.000 DT.

**NOTE 8 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

La valeur brute des immobilisations incorporelles s'élève au 31 décembre 2014 à 152 845 DT.

Le détail de ces immobilisations au 31 décembre 2014 se présente ainsi :

**TABLEAU DE MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Au 31 décembre 2014

(Exprimé en dinars)

(En DT)

DESIGNATION	TAUX <i>D'AMORT</i>	VALEURS BRUTES				AMORTISSEMENTS				VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2014
		AU 01/01/2014	ACQUISIT° du 01/01/2014 au 31/12/2014	CESSION du 01/01/2014 au 31/12/2014	AU 31/12/2014	AU 01/01/2014	DOTATIONS du 01/01/2014 au 31/12/2014	REINTEGRATIONS DES AMORTISS. du 01/01/2014 au 31/12/2014	CUMULE AU 31/12/2014	
Logiciels	33%	99 325	0	-	99 325	95 090	3 012	-	98 101	1 224
Licences	33%	44 128	9 392	-	53 520	35 348	4 403	-	39 751	13 769
<b>TOTAUX</b>		<b>143 453</b>	<b>9 392</b>	<b>-</b>	<b>152 845</b>	<b>130 438</b>	<b>7 415</b>	<b>-</b>	<b>137 852</b>	<b>14 993</b>

## **NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

---

Les immobilisations corporelles brutes au 31 décembre 2014 se sont élevées à 5 555 000 DT contre 4 638 983 DT au 31 décembre 2013, enregistrant une augmentation nette de 916 017 DT.

Les acquisitions de l'année 2014 sont les suivantes :

---

<b>IMMOBILISATION</b>	<b>MONTANT EN DT</b>
Construction	729 072
Installations techniques A et A	30 775
Matériels de transport	21 000
Equipements de bureau	7 804
Matériel informatique	121 483
Agencements et Aménagements	0
Immobilisations encours	24 545
<hr/>	
<b>TOTAL</b>	<b>934 679</b>

---

Le détail de ces immobilisations au 31 décembre 2014 se présente comme suit :

(En DT)

DESIGNATION	VALEURS BRUTES				AMORTISSEMENTS				VALEUR COMPTABLE NETTE
	AU 01/01/2014	ACQUISIT° du 01/01/2014 au 31/12/2014	CESSION du 01/01/2014 au 31/12/2014	AU 31/12/2014	AU 01/01/2014	DOTATIONS du 01/01/2014 au 31/12/2014	Amort /cession du 01/01/2014 au 31/12/2014	CUMULE AU 31/12/2014	
Terrain	2 291 768	0	0	2 291 768	0	0	-	0	2 291 768
Constructions	859 351	729 072	0	1 588 423	359 287	62 443	-	421 730	1 166 693
Agenc & Aménag des constructions	141 184	0	0	141 184	70 793	10 016	-	80 809	60 375
Installations générales A A Divers	139 181	30 775	0	169 956	56 305	15 654	-	71 959	97 997
Matériel de transport	752 112	21 000	18 662	754 450	514 544	106 149	18 662	602 031	152 419
Matériel informatique	255 857	121 483	0	377 340	156 560	30 584	-	187 144	190 196
Equipements de bureau	152 619	7 804	0	160 423	99 870	12 780	-	112 650	47 773
Immobilisations en cours	45 929	24 545	0	70 474	-	-	-	-	70 474
Autres Immobilisations corporelles	982	0	0	982	289	98	-	387	595
<b>TOTAUX</b>	<b>4 638 983</b>	<b>934 679</b>	<b>18 662</b>	<b>5 555 000</b>	<b>1 257 648</b>	<b>237 724</b>	<b>18 662</b>	<b>1 476 710</b>	<b>4 078 290</b>

**NOTE 10 : AUTRES ACTIFS**

Le détail des autres actifs courants est le suivant :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Charges à répartir	304 340	351 743
Avances aux fournisseurs	35 524	52 864
Prêt fonds social à – un an	58 723	47 454
Etat, retenue à la source	1 434	1 434
Crédit de TVA à reporter	1 115 116	4 241 504
TVA à régulariser	550 090	-
Personnel avances	21 317	22 129
Compte d'attente	74 508	25 331
Débiteurs divers	6 603	7 062
Dépôt et cautionnement versées	612 604	326 478
Charges constatées d'avance	310 156	146 207
Produits à recevoir	188 300	-
TCL à régulariser	88 159	88 159
<b>TOTAL VALEUR BRUTE</b>	<b>3 366 874</b>	<b>5 310 365</b>
<i>Provisions pour dépréciation des autres actifs courants</i>	<i>(344 846)</i>	<i>(188 388)</i>
<b>TOTAL NET</b>	<b>3 022 028</b>	<b>5 121 977</b>

**NOTE 11 : EMPRUNTS ET DETTES RATTACHES**

Les emprunts et les dettes rattachés totalisent en date du 31 décembre 2014 la somme de 192 051 278 DT contre 158 036 270 DT au 31 décembre 2013. Le détail est comme suit :

	31 décembre	
	2014	2013
Emprunts (échéances à plus d'un an) (a)	77 025 021	75 494 883
Emprunts (échéances à moins d'un an) (b)	92 531 882	74 479 291
Billets de trésorerie	17 650 000	5 650 000
Dettes rattachées (c)	3 250 976	2 412 096
Effets escomptés	1 593 399	-
<b>TOTAL</b>	<b>192 051 278</b>	<b>158 036 270</b>

(a) Les emprunts à plus d'un an au 31 décembre 2014 s'analysent comme suit :

	(En DT) 31 décembre	
	2014	2013
▪ Emprunt Obligataire	16 000 000	24 000 000
▪ Emprunt Amen Bank	10 541 695	8 738 704
▪ Emprunts BH	3 911 746	-
▪ Emprunts Attijari B	494 274	1 985 114
▪ Emprunts BIAT	-	-
▪ Emprunts BT	4 800 000	7 200 000
▪ Emprunts ATB	6 669 737	6 735 526
▪ Emprunts BTE	3 922 891	312 500
▪ Emprunts STB	8 552 084	13 567 761
▪ Emprunts BTL	3 500 000	2 338 611
▪ Emprunts ABC Bank	6 932 594	3 666 667
▪ Emprunts BNA	11 700 000	6 950 000
<b>Total</b>	<b>77 025 021</b>	<b>75 494 883</b>

(b) Les emprunts à moins d'un an au 31 décembre 2014 s'analysent comme suit :

	31 décembre	
	2014	2013
Echéances à moins d'un an sur Emprunt Obligataire	8 000 000	8 000 000
Echéances à moins d'un an sur crédits à Moyen Terme	84 531 882	66 479 291
<b>TOTAL</b>	<b>92 531 862</b>	<b>74 479 291</b>

(c) Les dettes rattachées représentent les intérêts courus non échus en date de clôture.

BANQUE	Montant du Crédit	Solde en		Utilisations 2 014	Rembours 2 014	Soldes 31/12/2014	Fin de période	
		début de période					Échéance à	Échéances à

					Moins d'un an	Plus d'un an		
B T1	3 000 000	250 044	-	250 044	-	-	-	-
B T2	2 000 000	166 718		166 718	-	-	-	-
B T3	1 500 000	-		-	-	-	-	-
B T4	1 500 000	-		-	-	-	-	-
B T5	2 000 000	-		-	-	-	-	-
B T6	2 500 000	250 000		250 000	-	-	-	-
B T7	1 500 000	150 000		150 000	-	-	-	-
B T8	3 000 000	1 800 000		600 000	1 200 000	600 000	600 000	600 000
B T9	1 000 000	600 000		200 000	400 000	200 000	200 000	200 000
B T10	3 000 000	2 700 000		600 000	2 100 000	600 000	1 500 000	1 500 000
B T11	1 500 000	1 350 000		300 000	1 050 000	300 000	750 000	750 000
B T12	3 000 000	2 700 000		600 000	2 100 000	600 000	1 500 000	1 500 000
B T13	500 000	450 000		100 000	350 000	100 000	250 000	250 000
B T14	4 000 000	-	4 000 000	-	4 000 000	4 000 000	-	-
	<b>30 000 000</b>	<b>10 416 762</b>	<b>4 000 000</b>	<b>3 216 762</b>	<b>11 200 000</b>	<b>6 400 000</b>	<b>4 800 000</b>	<b>4 800 000</b>
BTE 1	5 000 000	-	-	-	-	-	-	-
BTE 2	5 000 000	312 500	-	312 500	-	-	-	-
BTE 3	5 000 000	1 562 500	-	1 250 000	312 500	312 500	-	-
BTE 4	5 000 000	-	5 000 000	207 635	4 792 365	869 475	3 922 891	3 922 891
	<b>20 000 000</b>	<b>1 875 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>1 770 135</b>	<b>5 104 865</b>	<b>1 181 975</b>	<b>3 922 891</b>	<b>3 922 891</b>
STB 1	3 000 000	450 000	-	450 000	-	-	-	-
STB 2	1 500 000	225 000	-	225 000	-	-	-	-
STB 3	1 000 000	150 000	-	150 000	-	-	-	-
STB 4	500 000	75 000	-	75 000	-	-	-	-
STB 5	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000	900 000
STB 6	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000	900 000
STB 7	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000	900 000
STB 8	3 000 000	2 152 371	-	584 610	1 567 761	615 677	952 084	952 084
STB 9	2 000 000	1 400 000	-	400 000	1 000 000	400 000	600 000	600 000
STB 10	1 000 000	700 000	-	200 000	500 000	200 000	300 000	300 000
STB 11	1 000 000	800 000	-	200 000	600 000	200 000	400 000	400 000
STB 12	3 000 000	2 400 000	-	600 000	1 800 000	600 000	1 200 000	1 200 000
STB 13	6 000 000	4 800 000	-	1 200 000	3 600 000	1 200 000	2 400 000	2 400 000
	<b>31 000 000</b>	<b>19 452 371</b>	<b>-</b>	<b>5 884 610</b>	<b>13 567 761</b>	<b>5 015 677</b>	<b>8 552 084</b>	<b>8 552 084</b>
3TL 1	2 000 000	869 323	-	422 013	447 310	447 310	-	0
BTL 2	2 000 000	909 714	-	441 562	468 152	468 152	-	0
3TL 3	3 000 000	1 407 530	-	693 294	714 236	714 236	-	0
3TL 4	1 500 000	702 891	-	346 918	355 973	355 973	-	0
BTL 5	1 500 000	705 883	-	352 941	352 942	352 941	-	0
3TL 6	3 000 000	-	3 000 000	300 000	2 700 000	600 000	2 100 000	2 100 000
BTL 7	2 000 000	-	2 000 000	200 000	1 800 000	400 000	1 400 000	1 400 000

	<b>15 000 000</b>	<b>4 595 340</b>	<b>5 000 000</b>	<b>2 756 728</b>	<b>6 838 612</b>	<b>3 338 612</b>	<b>3 500 000</b>
ATTIJARI B 1	1 000 000	-	-	-	-	-	-
ATTIJARI B 2	1 000 000	-	-	-	-	-	-
ATTIJARI B 3	1 500 000	-	-	-	-	-	-
ATTIJARI B 4	1 500 000	300 000	-	300 000	-	-	-
ATTIJARI B 5	1 500 000	300 000	-	300 000	-	-	-
ATTIJARI B 6	1 000 000	250 000	-	200 000	50 000	50 000	-
ATTIJARI B 7	1 000 000	250 000	-	200 000	50 000	50 000	-
ATTIJARI B 8	3 000 000	1 050 000	-	600 000	450 000	450 000	-
ATTIJARI B 9	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATTIJARI B 10	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATTIJARI B 11	2 000 000	1 163 399	-	401 223	762 176	427 227	334 949
ATTIJARI B 12	1 000 000	581 728	-	200 577	381 151	213 613	167 538
	<b>16 500 000</b>	<b>4 595 127</b>	<b>-</b>	<b>2 601 800</b>	<b>1 993 327</b>	<b>1 490 840</b>	<b>502 487</b>
BIAT 1	3 000 000	-	-	-	-	-	-
BIAT 2	2 000 000	-	-	-	-	-	-
	<b>5 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
BNA 1	3 000 000	1 800 000	-	600 000	1 200 000	600 000	600 000
BNA 2	4 000 000	2 600 000	-	800 000	1 800 000	800 000	1 000 000
BNA 3	3 000 000	1 950 000	-	600 000	1 350 000	600 000	750 000
BNA 4	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000
BNA 5	1 000 000	750 000	-	200 000	550 000	200 000	350 000
BNA 6	1 000 000	750 000	-	200 000	550 000	200 000	350 000
BNA 7	5 000 000	-	5 000 000	250 000	4 750 000	1 000 000	3 750 000
	<b>20 000 000</b>	<b>9 950 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>3 250 000</b>	<b>11 700 000</b>	<b>4 000 000</b>	<b>7 700 000</b>
BNA CUN 1	5 000 000	-	5 000 000	-	5 000 000	1 000 000	4 000 000
	<b>5 000 000</b>	<b>-</b>	<b>5 000 000</b>	<b>-</b>	<b>5 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>4 000 000</b>
BH 09	5 000 000	-	5 000 000	209 966	4 790 034	878 289	3 911 746
	<b>5 000 000</b>	<b>-</b>	<b>5 000 000</b>	<b>209 966</b>	<b>4 790 034</b>	<b>878 289</b>	<b>3 911 746</b>
ATB1	3 000 000	-	-	-	-	-	-
ATB2	3 000 000	-	-	-	-	-	-
ATB3	1 500 000	-	-	-	-	-	-
ATB4	2 000 000	400 000	-	400 000	-	-	-
ATB5	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
ATB6	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATB7	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATB8	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATB9	2 000 000	1 300 000	-	400 000	900 000	400 000	500 000
ATB10	1 500 000	975 000	-	300 000	675 000	300 000	375 000
ATB11	1 500 000	1 026 316	-	315 789	710 526	315 789	394 737
ATB12	5 000 000	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	1 000 000	3 000 000
ATB13	3 000 000	-	3 000 000	-	3 000 000	600 000	2 400 000

	<b>26 500 000</b>	<b>9 951 316</b>	<b>3 000 000</b>	<b>3 215 789</b>	<b>9 735 526</b>	<b>3 065 789</b>	<b>6 669 737</b>
ABC 1	3 000 000	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-
ABC 2	2 000 000	1 333 333	-	666 667	666 667	666 667	-
ABC 3	1 000 000	-	-	-	-	-	-
ABC 4	500 000	-	-	-	-	-	-
ABC 5	2 000 000	2 000 000	-	666 667	1 333 333	666 667	666 667
ABC 6	1 000 000	1 000 000	-	333 333	666 667	333 333	333 333
ABC 7	1 500 000	1 500 000	-	1 500 000	-	-	-
ABC 8	500 000	500 000	-	500 000	-	-	-
ABC 9	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
ABC 10	7 000 000	-	7 000 000	593 755	6 406 245	1 254 947	5 151 297
ABC 11	1 000 000	-	1 000 000	41 980	958 020	175 919	782 101
ABC 12	1 500 000	-	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	-
ABC 13	500 000	-	500 000	-	500 000	500 000	-
ABC 14	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
	<b>23 500 000</b>	<b>9 333 333</b>	<b>11 000 000</b>	<b>6 302 403</b>	<b>14 030 931</b>	<b>7 097 533</b>	<b>6 933 398</b>
AMEN BANK10	2 000 000	500 000	-	285 714	214 286	214 286	- 0
AMEN BANK11	1 500 000	374 999	-	214 286	160 714	160 714	- 1
AMEN BANK12	2 500 000	535 714	-	357 143	178 571	178 571	- 0
AMEN BANK13	1 500 000	374 999	-	214 286	160 714	160 714	- 1
AMEN BANK14	1 000 000	259 260	-	148 148	111 112	111 111	1
AMEN BANK15	1 500 000	346 155	-	230 769	115 386	115 385	1
AMEN BANK16	1 000 000	230 770	-	153 846	76 924	76 923	1
AMEN BANK17	1 000 000	259 256	-	148 148	111 108	111 111	- 3
AMEN BANK18	1 500 000	250 000	-	250 000	-	-	-
AMEN BANK19	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
AMEN BANK20	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
AMEN BANK21	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
AMEN BANK22	500 000	100 000	-	100 000	-	-	-
AMEN BANK23	1 000 000	250 000	-	200 000	50 000	50 000	-
AMEN BANK24	1 000 000	300 000	-	200 000	100 000	100 000	-
AMEN BANK25	1 000 000	300 000	-	200 000	100 000	100 000	-
AMEN BANK26	1 500 000	450 000	-	300 000	150 000	150 000	-
AMEN BANK27	3 500 000	1 225 000	-	700 000	525 000	525 000	-
AMEN BANK28	1 000 000	536 996	-	205 670	331 327	217 729	113 598
AMEN BANK29	1 000 000	533 340	-	204 271	329 069	216 248	112 822
AMEN BANK30	1 000 000	534 160	-	204 561	329 599	216 533	113 066
AMEN BANK31	1 000 000	678 875	-	197 809	481 066	207 467	273 598
AMEN BANK32	1 000 000	678 102	-	197 146	480 956	207 166	273 790
AMEN BANK33	2 000 000	1 550 603	-	382 837	1 167 766	404 434	763 331

AMEN BANK34	1 000 000	775 878	-	191 425	584 453	202 315	382 138
AMEN BANK35	1 000 000	810 819	-	194 448	616 371	199 862	416 508
AMEN BANK36	1 000 000	850 000	-	200 000	650 000	200 000	450 000
AMEN BANK37	2 000 000	2 000 000	-	285 714	1 714 286	285 714	1 428 571
AMEN BANK38	2 000 000	-	2 000 000	214 286	1 785 714	285 714	1 500 000
AMEN BANK39	2 000 000	-	2 000 000	142 857	1 857 143	285 714	1 571 429
AMEN BANK40	2 000 000	-	2 000 000	142 857	1 857 143	285 714	1 571 429
AMEN BANK41	2 000 000	-	2 000 000	142 857	1 857 143	285 714	1 571 429
	<b>45 000 000</b>	<b>15 304 927</b>	<b>8 000 000</b>	<b>7 209 079</b>	<b>16 095 848</b>	<b>5 554 142</b>	<b>10 541 706</b>
ELBARAKA 1	19 500 000	19 500 000	10 000 000	-	29 500 000	29 500 000	-
	<b>19 500 000</b>	<b>19 500 000</b>	<b>10 000 000</b>	<b>-</b>	<b>29 500 000</b>	<b>29 500 000</b>	<b>-</b>
EZZITOUNA 1	10 000 000	8 500 000	-	-	8 500 000	8 500 000	-
EZZITOUNA 2	1 500 000	1 500 000	-	-	1 500 000	1 500 000	-
EZZITOUNA 3	1 000 000	1 000 000	-	-	1 000 000	1 000 000	-
EZZITOUNA 4	2 000 000	2 000 000	-	-	2 000 000	2 000 000	-
	<b>14 500 000</b>	<b>13 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 000 000</b>	<b>13 000 000</b>	<b>-</b>
Takafulia 1	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
Takafulia 2	650 000	-	650 000	-	650 000	650 000	-
Takafulia 3	350 000	-	350 000	-	350 000	350 000	-
	<b>3 000 000</b>	<b>-</b>	<b>3 000 000</b>	<b>-</b>	<b>3 000 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>-</b>
EMPRUNT OBLIGATAIRE 2010	20 000 000	12 000 000	-	4 000 000	8 000 000	4 000 000	4 000 000
EMPRUNT OBLIGATAIRE 2013	20 000 000	20 000 000	-	4 000 000	16 000 000	4 000 000	12 000 000
	<b>40 000 000</b>	<b>32 000 000</b>	<b>-</b>	<b>8 000 000</b>	<b>24 000 000</b>	<b>8 000 000</b>	<b>16 000 000</b>
BT SOTUGAR1	450 000	450 000	-	-	450 000	450 000	-
BT SOTUGAR2	700 000	700 000	-	-	700 000	700 000	-
	<b>1 150 000</b>	<b>1 150 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 150 000</b>	<b>1 150 000</b>	<b>-</b>
BT FCP TUNISIAN PRUDENCE	250 000	250 000	-	250 000	-	-	-
BT FCP VIVEO NOUVELLES							
INTRODUITES	200 000	200 000	-	200 000	-	-	-
BT FCP SERENA VALEURS							
FINANCIERES	50 000	50 000	-	50 000	-	-	-
BT GENERAL OBLIG SICAV	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
BT ATD SICAR	5 000 000	-	5 000 000	5 000 000	-	-	-
Errayada SICAR 1	2 300 000	-	2 300 000	2 300 000	-	-	-
Errayada SICAR 2	1 450 000	-	1 450 000	1 450 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 4	2 000 000	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 5	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 6	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 7	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
BT SICAV L'EPARGNANT 8	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT SICAV L'EPARGNANT 9	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
BT SICAV L'EPARGNANT 10	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT FCP VIVEO NOUVELLES							
INTRODUITES	250 000	-	250 000	250 000	-	-	-
BT FCP SERENA VALEURS							
FINANCIERES	50 000	-	50 000	50 000	-	-	-
BT Assurance carte vie 01	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	-	-
BT Assurance carte vie 02	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	-	-

BT Assurance carte vie 03	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
BT Assurance carte vie 04	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	-	-	-
BT Assurance carte vie 05	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	-	-
BT Amen Invest 1	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT Amen Invest 2	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT Amen Invest 3	500 000	-	500 000	-	500 000	500 000	-
BT QNB	6 000 000	-	6 000 000	-	6 000 000	6 000 000	-
					<b>16 500</b>		
	<b>36 550 000</b>	<b>4 500 000</b>	<b>32 050 000</b>	<b>20 050 000</b>	<b>000</b>	<b>16 500 000</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>357 200 000</b>	<b>155 624 176</b>	<b>96 050 000</b>	<b>64 467 271</b>	<b>187 206 904</b>	<b>110 172 856</b>	<b>77 034 048</b>

## NOTE 12 : DETTES ENVERS LA CLIENTELLE

Le détail des dettes envers la clientèle est le suivant :

	31 décembre	
	2014	2013
Avances et acomptes reçus des clients	<b>3 239 628</b>	<b>3 358 061</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 239 628</b>	<b>3 358 061</b>

## NOTE 13 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Fournisseurs d'immobilisations louées	<b>3 052 926</b>	<b>6 634 061</b>
Fournisseurs factures non parvenues	<b>4 556 276</b>	<b>1 851 804</b>
Fournisseurs d'immobilisations louées, effets à payer	<b>3 964 504</b>	<b>7 826 221</b>
Fournisseurs divers	<b>153 490</b>	<b>28 768</b>
<b>TOTAL</b>	<b>11 727 196</b>	<b>16 340 854</b>

## NOTE 14 : AUTRES PASSIFS.

Le total des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2014 à 2 497 292 DT contre 2 268 920 DT au 31 décembre 2013 s'analysant comme suit :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Dettes provisionnées pour congés payés	490 576	305 848
Personnel, rémunérations dues	1 230	1 230
Avance sur TFP	13 178	20 568
Etat impôts et taxes	288 839	430 586
Organismes sociaux	122 912	116 604
Charges à payer	879 322	635 523
Compte d'attente	73 231	91 162
Assurances	5 503	14 953
Impôt sur les bénéfices de la période	380 556	458 393
Assurance clients	172 743	160 930
Provisions départ à la retraite	69 202	33 123
<b>TOTAL</b>	<b>2 497 292</b>	<b>2 268 920</b>

#### NOTE 15 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres au 31 décembre 2014 se sont élevés à 44 379 827 DT contre 42 508 247 DT au 31 décembre au 2013 .

Le détail des capitaux propres se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Capital	20 000 000	20 000 000
Prime d'émission	9 500 000	9 500 000
Réserve légale	1 139 817	935 858
Fonds social	628 436	618 219
Réserves pour réinvestissements exonérés	6 410 000	5 010 000
Fonds pour risques bancaires généraux	220 000	220 000
Autres réserves	2 145 000	2 145 000
Résultats reportés	75 212	9 154
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT DE LA PERIODE</b>	<b>40 118 465</b>	<b>38 438 231</b>
Résultat de la période	4 161 985	4 070 016
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION</b>	<b>44 280 450</b>	<b>42 508 247</b>

L'analyse des capitaux propres se présente comme suit :

**TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES**  
**Au 31 décembre 2014**  
 (Exprimé en dinars)

	<b>Capital Social</b>	<b>Primes D'émission</b>	<b>Réserve légale</b>	<b>Fonds Social</b>	<b>Réserves pour réinvest.</b>	<b>Autres Réserves</b>	<b>Résultats reportés</b>	<b>Résultat de la période</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>20 000 000</b>	<b>9 500 000</b>	<b>935 858</b>	<b>618 219</b>	<b>5 010 000</b>	<b>2 365 000</b>	<b>9 154</b>	<b>4 070 016</b>	<b>42 508 247</b>
Augmentation de Capital Social									
Affectations approuvées par l'AGO du 21/06/2014			203 959		1 400 000		66 058	(1 670 016)	-
Dividendes versés sur le bénéfice 2013								(2 400 000)	<b>(2 400 000)</b>
Intérêts sur fonds social				10 217					<b>10 217</b>
Résultat au 31 décembre 2014								<b>4 161 985</b>	<b>4 161 985</b>
<b>Arrondi</b>									
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>20 000 000</b>	<b>9 500 000</b>	<b>1 139 817</b>	<b>628 436</b>	<b>5 010 000</b>	<b>2.365.000</b>	<b>75 212</b>	<b>4 161 985</b>	<b>44 280 450</b>

## NOTE 16 : REVENUS DE LEASING

L'évolution des emplois et des ressources au cours de l'exercice 2014 accompagnée du renforcement des produits et de la maîtrise des charges, a permis de dégager des revenus de leasing au 31/12/2014 d'un montant de 23 739 295 DT contre 19 530 367 DT au 31/12/2013 enregistrant, ainsi une amélioration de 4 640 615 DT soit 23,79 %.

L'analyse des revenus de leasing se présente ainsi :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Revenus de leasing	21 521 068	17 685 643
Intérêts de retard & intercalaires	758 737	573 294
Variation des produits réservés	(93 626)	3 335
Autres produits d'exploitation (*)	1 553 116	913 881
<b>Total des revenus de Leasing</b>	<b>23 739 295</b>	<b>19 176 153</b>

(\*) Le détail des autres produits d'exploitation est le suivant :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Frais de rejet	366 728	317 952
Frais de dossiers et de suivi	239 987	215 885
Frais de résiliation & produits sur rachat	946 401	380 044
<b>TOTAL</b>	<b>1 553 116</b>	<b>913 881</b>

## NOTE 17 : CHARGES FINANCIERES NETTES :

Les charges financières se sont élevées au 31 décembre 2014 à 11 981 298 DT contre 9 087 441 DT au 31/12/2013, enregistrant ainsi une augmentation de 2 893 857 DT.

## NOTE 18 : PRODUITS DES PLACEMENTS :

Les produits réalisés par le placement de l'excédent de la trésorerie se sont élevés au 31/12/2014 à 152.498 DT contre 77 247 DT au 31/12/2013.

## NOTE 19 : CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse des charges de personnel se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Salaires et compléments de salaires	2 481 423	2 058 529
Congés à payer	184 728	-
C.N.S.S	413 431	358 537
Accident de travail	10 971	9 475
Assurance groupe	41 735	36 361
Provisions départ à la retraite	36 079	33 123

<b>Total des charges de personnel</b>	<b>3 168 367</b>	<b>2 496 025</b>
---------------------------------------	------------------	------------------

**NOTE 20 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION**

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2014 à 1 908 595 DT contre 1 239 004 DT au 31 décembre 2013. Elles sont analysées comme suit :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Achat fournitures	169 626	108 961
Carburant	59 993	51 894
Impôts & taxes	414 788	114 066
Rémunérations d'intermédiaires & honoraires	294 091	172 964
Frais postaux & télécommunication	174 833	126 657
Entretien, réparation et maintenance	155 334	143 033
Déplacements, missions et réceptions	68 918	48 825
Services bancaires	275 666	188 949
Dons et subventions	6 371	33 790
Location	69 501	60 757
Jetons de présence	73 125	55 515
Charges BVMT & STICODEVAM	28 047	42 024
Publicité publication & relations publiques	39 418	36 898
Primes d'assurance	39 867	22 600
Dons pour œuvres sociales	-	-
Etude, recherche	15 972	11 301
Electricité et eau	23 045	20 769
<b>TOTAL</b>	<b>1 908 595</b>	<b>1 239 004</b>

**NOTE 21 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS PROPRES ET AUX RESORPTIONS DES CHARGES A REPARTIR**

Les dotations aux amortissements et résorptions ont enregistré une augmentation de 38 997 DT par rapport au 31 décembre 2013. Elles se détaillent au 31 décembre 2014 comme suit:

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	7 415	9 083
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	237 724	209 835
Dotations aux résorptions des charges à répartir (a)	23 081	10 305
<b>TOTAL</b>	<b>268 220</b>	<b>229 223</b>

(a) la résorption des frais d'émission des emprunts et des primes de remboursement des obligations est présentée au niveau des charges financières

## NOTE 22 : DOTATIONS NETTES DES PROVISIONS

Les dotations nettes de la période aux comptes de provision se sont élevées au 31 décembre 2014 à 1.369.840 DT contre 1.098.721 DT au 31 décembre 2013 enregistrant ainsi une augmentation de 24,67%. Cette valeur représente les dotations aux provisions affectées pour dépréciation des créances moins les reprises de provisions suite aux recouvrements des créances.

Les dotations nettes aux comptes de provision se détaillent ainsi :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Dotations aux provisions pour dépréciation des créances	2 361 301	2 347 491
Dotations aux provisions additionnelles	117 243	114 565
Dotations aux provisions collectives	99 042	
Radiation des créances	-	228 634
Dotations aux provisions pour dépréciation des participations	100 000	
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	156 458	-
<b>S/Total</b>	<b>2 834 044</b>	<b>2 690 690</b>
Reprises de provisions suite aux recouvrements des créances	(1 464 204)	(1 363 335)
Reprises sur provisions suite à la radiation des créances	-	(228 634)
<b>S/Total</b>	<b>(1 464 204)</b>	<b>(1 591 969)</b>
<b>Dotation nette des provisions</b>	<b>1 369 840</b>	<b>1 098 721</b>

## NOTE 23 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires se sont élevés au 31 décembre 2014 à 603 780 DT

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Produits de cession	431 687	354 214
Divers produits ordinaires	172 093	8 486
<b>TOTAL</b>	<b>603 780</b>	<b>362 700</b>

## NOTE 24 : IMPOT SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé sur la base d'un taux réduit de l'impôt sur les bénéfices de 35% .

Le bénéfice fiscal est déterminé compte tenu de la déductibilité des provisions sur dépréciation des créances, et ce conformément aux dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS applicables aux sociétés de leasing

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice 2014 comparé à l'année 2013 se présente comme suit:

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Impôt sur les bénéfices	<b>1 636 723</b>	<b>1 395 670</b>
<b>Impôt sur les bénéfices de la période</b>	<b>1 636 723</b>	<b>1 395 670</b>

## NOTE 25 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation totalisent au 31 décembre 2014 à (-) 31 155 014 dts contre (-) 18 053 038 DT au 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2013, ces flux représentent essentiellement les encaissements reçus des clients pour: 147 498 588 DT et les décaissements provenant de l'acquisition des immobilisations destinées à la location pour (-) 165 376 531 DT.

Le détail des flux d'exploitation est le suivant :

	(en DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Encaissements reçus des clients	<b>145 905 189</b>	<b>126 399 874</b>
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	<b>(4 481 485)</b>	<b>(3 007 315)</b>
Intérêts payées	<b>(11 079 285)</b>	<b>(8 178 300)</b>
Impôts et taxes payés	<b>(3 728 282)</b>	<b>(3 411 459)</b>
Décaissements provenant de l'acquisition des biens en leasing	<b>(165 376 531)</b>	<b>(133 321 716)</b>
Encaissements provenant des biens en leasing	<b>4 309 791</b>	<b>3 716 284</b>
Restitution TVA	<b>2 433 497</b>	<b>-</b>
Autres flux de trésorerie	<b>(731 307)</b>	<b>(250 406)</b>
<b>TOTAL DES FLUX D'EXPLOITATION</b>	<b>(29 561 615)</b>	<b>(18 053 038)</b>

Parties liées	Nature de la relation
▪ <b>ERRYADA SICAR</b>	Filiale
▪ <b>ERRYADA IMMOBILIERE</b>	Société à dirigeants communs
▪ <b>Société appartenant au Groupe BEN AYED</b>	
- Société PROSID	
- Société ELECTRIA	
- Société INTERMETAL SA	
- Société Nouvelle de Construction SNC	
- Société Technique Industrielle et Commerciale	
- Société SITEL	
- Société TRANSIDER	Sociétés détenues par l'administrateur HEDI BEN AYED
- Société C.C.P.S	
- Société Nouvelle de coupe industrie	
- Société des produits sidérurgiques	
- Société Inter fer forger	
- Société Metalship	
- Société SAMFI	
- Société Sense inverse	

#### NOTE 29 : INTERETS A ECHOIR SUR CONTRATS ACTIFS

Les intérêts à échoir sur contrats actifs présentent au 31/12/2014 un solde de **37 359 591 DT** contre **30 484 160 DT** au 31/12/2013. Leur détail se présente ainsi :

Intérêts à échoir sur contrats actifs :	31/12/2014	31/12/2013
à moins d'1 an	18.318.034	15.359.144
entre 1 et 5 ans	18.482.465	14.926.067
à plus de 5 ans	559.092	198.949
<b>Total</b>	<b>37.359.591</b>	<b>30.484.160</b>

#### NOTE 30 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

- Les états financiers arrêtés au **31 décembre 2014** tiennent compte des événements survenus postérieurement à cette date et jusqu'au 31 mars 2014, date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration de la société.